

OPEP
Les différentes options sur la table de discussion

P5

TEST COVID-19

Un groupe de laboratoires offre le PCR à 8900 DA

P3

TRIBUNAL DE TIPAZA

15 ans de prison requis contre Abdelkader Zoukh

P3

AADL

Dernière opération de choix du site au profit des souscripteurs

P2

ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID 19

L'Algérie étudiera son choix la semaine prochaine

P3



ENERGIES
RENOUVELABLES

Le CEREFÉ publie son premier rapport annuel

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) vient de publier son premier rapport annuel dans lequel il présente la situation énergétique en Algérie avec une nouvelle approche en vue d'élaborer une stratégie nationale de transition énergétique. Intitulé "Transition énergétique en Algérie : Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables", le rapport du CEREFÉ, dont l'APS a obtenu une copie, est réparti sur trois parties consacrées, respectivement, à "l'évolution du mix énergétique dans le monde et les leçons à tirer", "l'historique et état des lieux des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie", et à une "contribution à l'élaboration d'une stratégie nationale de transition énergétique adaptée à l'Algérie".

P4

ASSASSINAT D'UN
SCIENTIFIQUE
IRANIEN

Israël cherche à créer le "chaos", selon Rohani

Hassan Rohani a accusé hier Israël de se cacher derrière l'assassinat d'un scientifique de premier rang, spécialiste du nucléaire. Selon le président iranien, l'État hébreu aurait agi pour le compte des États-Unis. De son côté, le guide suprême, Ali Khamenei, a appelé à "punir" les responsables. Plusieurs scientifiques spécialisés dans le domaine nucléaire en Iran ont été assassinés ces dernières années. "Une fois de plus, les mains impitoyables de l'arrogance mondiale, avec le régime sioniste usurpateur comme mercenaire, sont souillées du sang d'un fils de cette nation", a dénoncé Hassan Rohani dans un communiqué. L'Iran utilise en général l'expression "arrogance mondiale" pour désigner les États-Unis. De son côté, l'ayatollah Khamenei a plaidé pour que "suite soit donnée à ce crime et, à coup sûr, pour punir les auteurs et les responsables et [...] pour continuer les efforts scientifiques et techniques de ce martyr dans tous les domaines où il travaillait", selon un communiqué publié sur son site officiel.

P15

Régions

TIZI-OUZOU

54 millions DA pour indemniser des sinistrés des incendies

P8

NÂAMA

Un mort dans un accident de la route à Labiodh

P24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

1044 nouveaux cas, 622 guérisons et 21 décès

P3

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

Réception prochaine d'une quantité de "Lovenox"

P2

MINISTÈRE DU COMMERCE

Les pâtes alimentaires ne sont pas concernées par la hausse des prix

P2

Sport

FOOTBALL / ALGÉRIE

Djamel Belmadi positif au Covid-19

P11



Brèves

RENTREE UNIVERSITAIRE
2020-2021

Rencontre avec les
partenaires sociaux,
à partir de la semaine
prochaine

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a annoncé, hier, la tenue, à partir de la semaine prochaine, d'une rencontre avec les partenaires sociaux, sur la rentrée universitaire 2020-2021 prévue le 15 décembre prochain. Dans une déclaration à la presse en marge de sa supervision du lancement d'une campagne de reboisement d'espaces au niveau d'établissements universitaires et de recherche à Alger, le ministre a affirmé qu'il "entamera, à partir de la semaine prochaine, des rencontres avec les partenaires sociaux sur la rentrée universitaire pour l'année 2020-2021", soulignant que "la préparation de cette année universitaire avait commencé en plein mois d'août dernier". Toutes les informations et procédures inhérentes à la rentrée universitaire seront dévoilées la semaine prochaine, a précisé M. Benziane, ajoutant que le ministère est "prêt" à tous les scénarios possibles sur la rentrée universitaire, notamment le scénario du 15 décembre prochain. Concernant la clôture de l'année universitaire 2019-2020, le ministre a indiqué que "celle-ci prendra fin le 15 décembre prochain", notant que "plus de 90 % des étudiants ont terminé leur formation". Quant aux 280 000 nouveaux bacheliers, le ministre a dit que les cours seront dispensés par groupes et ce «en présentiel et à distance».

RISQUES DE LA
CONDUITE LORS DES
INTEMPERIES

La Sûreté nationale
lance une campagne
de sensibilisation

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, via ses pages sur les réseaux sociaux, une campagne de sensibilisation sur les risques de la conduite lors des intempéries que connaissent certaines régions du pays. Dans ce cadre, la DGSN a appelé tous les usagers de la route, parmi les chauffeurs de bus de transport des voyageurs, de camions, de véhicules légers et de motos, à faire preuve de vigilance dès les premières précipitations de pluie. La DGSN a insisté sur l'impératif d'effectuer un contrôle technique périodique ou exceptionnel des véhicules et de vérifier l'état des roues, les phares, les freins ainsi que les accessoires de visibilité. Dans ses recommandations, la direction met l'accent sur la nécessité de "faire preuve de prudence dans les régions montagneuses et forestières où il y a moins de visibilité, particulièrement pendant la nuit et en cas de brouillard, ce qui impose aux conducteurs de réduire la vitesse et de respecter rigoureusement la signalisation dans les agglomérations, près des écoles et des établissements d'enseignement". Le facteur humain étant la principale cause des accidents de la circulation, la DGSN met en garde les conducteurs contre les risques de l'excès de vitesse, dès les premières pluies. La DGSN rappelle le numéro vert 15 48 et celui de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24h pour leur prêter assistance en collaboration avec les partenaires concernés. La direction appelle les citoyens des régions qui enregistrent des intempéries à suivre les Bulletins météorologiques spéciaux (BMS) diffusés par les médias et les radios locales, pour prendre les mesures à même de protéger les citoyens et préserver les biens.

R.N

AADL

Dernière opération de choix du site au profit des souscripteurs

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a lancé hier matin la dernière opération de choix de site, au titre du programme AADL 2 au profit de 101 891 souscripteurs dans 33 wilayas, a indiqué hier à l'APS le DG de l'Agence, Tarek Belaribi.



Le quota de logements proposé au choix à Alger inclut 44 457 unités, selon le DG qui a affirmé que "les souscripteurs sont invités à partir de ce samedi à 11h à choisir parmi les 11 sites proposés". A noter que la date butoir pour le choix du site a été avancée au 28 novembre, au lieu du 30 préalablement fixé, "le site étant techniquement prêt et les préparatifs parachevés avant les délais, dans l'espoir de permettre aux sous-

cripteurs d'effectuer leur choix aisément en profitant du week-end", a-t-il expliqué. Après consultation du site électronique de l'agence AADL par l'APS, un total de 20 sites est proposé sur Alger, Blida, Tipasa et Boumerdes au profit des Algérois. Il s'agit, en effet, des sites implantés à Beni Tamou, Bouinan, Meftah, Larbaa à Blida, Fouka, Douaouda et Bousmail à Tipasa, et Boudouaou. La wilaya d'Alger compte le plus

grand nombre de sites sis à El Harrach, Réghaia, Douéra, Khraicia, Birtouta, El Melha, Draria, El-Achour, Bordj El Bahri, Ain Benian, Zéralda et Sidi Abdellah. A une question sur le taux d'avancement des travaux dans les sites susmentionnés, M. Belaribi a fait remarquer que "partout dans les sites proposés, les travaux de réalisation ont débuté depuis quelques mois déjà".

R.N

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

Réception prochaine d'une quantité de "Lovenox"

La Directrice générale de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Fatima Ouakti, a annoncé vendredi la réception "prochaine" par la PCH d'une quantité de médicament "Lovenox" (anticoagulant) qui fait partie du protocole thérapeutique contre la covid-19. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a fait savoir que "la PCH dispose actuellement d'un stock suffisant en cette substance sur laquelle la demande a augmenté ces derniers jours, ajoutant que son organe recevra prochainement une quantité importée par un laboratoire, qui est actuellement soumise au contrôle de l'Agence natio-

nale des médicaments. "La PCH recevra ultérieurement un deuxième lot de Lovenox produit localement par un laboratoire national, ce qui contribuera à satisfaire le besoin des patients covid-19 au niveau des établissements hospitaliers et des officines", a-t-elle souligné. Elle a déploré, par ailleurs, le fait que certains médecins et pharmaciens achètent ce médicament pour le stocker, d'où la pénurie sur le marché. Pour sa part, le président du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), a indiqué que le Lovenox manquait au niveau des officines en raison de la petite quantité qu'elles recevaient face une

forte demande, s'inquiétant du fait que les patients soient privés de cette molécule importante. Il a également déploré les conditions imposées par certains grossistes aux pharmaciens privés pour obtenir ce médicament vital en leur proposant d'autres produits pour pouvoir s'en procurer. S'agissant des médicaments destinés au traitement du cancer qui ont également connu une rupture, la directrice de la PCH a fait savoir que son administration avait importé plusieurs quotas de ces produits et elle va prochainement recevoir d'autres quantités pour renforcer le stock.

R.N

MINISTÈRE DU COMMERCE

Les pâtes alimentaires ne sont pas concernées par la hausse des prix

Les pâtes alimentaires, dont la matière première est subventionnée par l'Etat, ne sont pas concernées par la hausse des prix qui a touché certaines marques, a affirmé le directeur général de la régulation et l'organisation des marchés du ministère du Commerce, M. Sami Kholli. "Effectivement, nous avons remarqué une hausse des prix pour certaines marques de pâtes qui ont connu une augmentation de 5 à 10 dinars le kilogramme, mais pas toutes", a fait constater M. Kholli dans une déclaration à l'APS, en précisant que les industriels qui importent par leur

propre argent le blé dur, matière de base pour la fabrication de la semoule et des pâtes, fixent le prix de ce produit alimentaire en tenant compte des cours de cette céréale sur le marché boursier international (qui avoisine actuellement 212 euros la tonne). Ce même responsable a souligné que le ministère tenait à faire respecter l'application des prix imposés par l'Etat sur les produits subventionnés. "Nos brigades sont déployées sur le terrain à travers les 48 wilayas pour s'assurer de l'application des prix en vigueur et de signaler toute hausse non réglementaire", a-t-il fait savoir. La filière agro-alimen-

taire des pâtes et semoule avait connu un certain "dysfonctionnement" après la parution, en septembre dernier, des deux décrets dans le Journal officiel (numéro 52) relatifs à la levée de subvention sur le blé tendre et dur destinés à la fabrication d'autres types de farine, de semoule de blé, de pâtes alimentaires et couscous. Une décision qui avait pris les opérateurs de la filière au dépourvu, entraînant une tension sur le marché. "Mais tout est rentré dans l'ordre lorsque le ministère a annoncé, il y a une quinzaine de jours, le report de l'application de ce décret à une date indéterminée", a assuré M.

Kholli. "Nous avons prévu une période transitoire supplémentaire avant la mise en vigueur de ce décret", a-t-il poursuivi, jugeant que cette période était nécessaire pour mieux expliquer le dispositif réglementaire et faire adhérer les professionnels tout en veillant à ce qu'il y ait un approvisionnement régulier du marché. En outre, le responsable de la régulation des prix a tenu à rassurer les citoyens sur "la disponibilité de la semoule et de ses dérivés sur le marché", refusant les informations circulant sur les réseaux sociaux sur la pénurie de ces produits.

R.N

ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID 19

L'Algérie étudiera son choix la semaine prochaine

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a révélé, hier, lors d'une visite de travail qui l'a conduit à la wilaya de Boumerdès, que le choix du vaccin contre le coronavirus (Covid-19) pour l'Algérie sera étudié la semaine prochaine.



Le premier responsable du secteur a indiqué, lors d'une conférence de presse, que la situation sanitaire a imposé aux laboratoires internationaux de produire un vaccin dans les plus brefs délais. Les autorités sanitaires, ministère de la Santé, Instituts Pasteur, ont annoncé, à plusieurs reprises, l'engagement de négociations avec les grands laboratoires. Le directeur de l'Institut Pasteur a même cité Pfizer et Moderna. De sa part, le ministre de la Santé a discuté la question du vaccin avec les représentants diplomatiques des pays auxquels appartient ces laboratoires. En plus de Pfizer et Moderna, Chinois et Russes proposent, pour leur part, des vaccins en assurant une efficacité parfaite. Mercredi, Benbouzid

a déclaré que l'Algérie adopte une démarche « prudentielle » concernant le choix du vaccin : « L'acquisition du vaccin anti-Coronavirus prendra le temps qu'il faudra et ce, au même titre que les autres pays. Il y a des pays qui avancent des dates avant d'en donner d'autres. Nous sommes dans une démarche très prudentielle face à la multitude des vaccins annoncés ». La rapidité avec laquelle le virus se répand va certainement bousculer les priorités du gouvernement et donner un coup de d'accélérateur à sa démarche. L'acquisition du vaccin est devenue une urgence. Plus d'un paramètre détermineront la décision de l'Algérie. En plus de l'efficacité, il y a le prix et surtout la disponibilité. Selon toute vraisem-

blance, le vaccin des laboratoires occidentaux ne sera disponible, pour les régions hors Amérique et Europe, que, au moins, dans le deuxième semestre de l'année prochaine, voire plus tard, même si les usines tournent en plein régime. Il s'agit de plusieurs dizaines de millions de doses pour chaque pays. En revanche, plusieurs pays, dont de grandes nations à l'instar de l'Inde, le Brésil... ont purement et simplement fait le choix de la Chine ou la Russie. Les Chinois, surtout, ont plus de moyens de pouvoir satisfaire des commandes colossales en plus du retour de profits financiers et politiques. Il n'est pas impossible que l'Algérie se rabattra sur cette option.

Abir N.

SITUATION PANDÉMIQUE

S'achemine-t-on vers le durcissement des mesures de prévention ?

Dans quelques jours, le gouvernement de Abdelaziz Djerad, sera amené à revoir sa copie concernant les mesures à prendre contre la propagation du coronavirus. Dans une déclaration au site d'information « Sabk presse », Le professeur Mustapha Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem), prédit que le taux d'infection par le Coronavirus connaîtra un changement dans les semaines à venir, dans un sens ou dans l'autre, selon les mesures de préventions décidées par le gouvernement. Il est évident que l'efficacité de ces mesures se traduira par une baisse du nombre des contaminations et vice versa. Le président de la Forem a critiqué l'incapacité des autorités à revoir certaines mesures qui n'ont pas donné de résultats - selon lui - au cours de la première phase de la quarantaine, comme la fermeture de certaines activités commerciales qui ne présentent pas, véritablement, un danger... Alors que, estime-t-il, l'une des raisons de la flambée de l'épidémie est la surpopulation à certains endroits : « Nous avons été témoin de la surpopulation au niveau des centres postaux et des points désignés pour payer les factures d'électricité et de gaz, qui sont devenus un foyer de propagation de l'épidé-

mie », a-t-il déclaré. Par ailleurs, le nombre élevé de décès dus au coronavirus en Algérie au cours de la semaine dernière sont dus, selon Khiati, au nombre croissant de cas entrés en réanimation au cours de la période récente et à la surpopulation dans la plupart des hôpitaux. Pour rappel, le Premier ministre a arrêté, le 15 novembre, des dispositions supplémentaires de renforcement des mesures de prévention et de protection applicables à partir de mardi 17 novembre, dans le cadre de la

gestion de la crise sanitaire liée à la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). Ces dispositions ont concerné des mesures de confinements partielles et des allègements selon la densité de la circulation du virus dans les différentes régions du pays. Cependant, la circulation des moyens publics de transport est restée interdite. Le gouvernement a laissé aux walis la liberté de prendre les mesures qui s'imposent.

Aziz T.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE 1044 nouveaux cas, 622 guérisons et 21 décès

Mille quarante-quatre (1044) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 622 guérisons et 21 décès ont été enregistrés en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 81 212 dont 1044 nouveaux cas, soit 2,4 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2 393 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 52 568, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 11 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, moins de dix cas, 18 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 19 autres ont enregistré plus de dix cas. Par ailleurs, 51 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Brèves

TEST COVID-19

Un groupe de laboratoires offre le PCR à 8 900 DA

Un groupe de laboratoires d'analyses médicales privés a annoncé avec le soutien de IMD, une société de production de kits de prélèvements et de résultats PCR, une baisse de prix de ces tests virologiques en proposant un prix public de 8 900 DA, alors qu'il était à 15 000 DA, a indiqué hier le ministère de l'Industrie pharmaceutique, dans un communiqué. "En concertation avec le ministère de l'Industrie pharmaceutique, et dans le cadre de la mutualisation des efforts et des moyens pour la riposte contre la Covid-19, et afin d'améliorer l'accessibilité des tests PCR au grand public, un groupe de laboratoires d'analyses médicales privés, avec le soutien de IMD, société de production de kits de prélèvements et de résultats PCR, annonce une baisse de prix des tests PCR en proposant un prix public de 8 900 DA", indique le communiqué. Les laboratoires concernés sont actuellement au nombre de neuf (9) déployés sur les villes d'Alger, Bejaia, Ghardaïa, Tizi Ouzou, selon le ministère qui précise que "d'autres laboratoires de différentes régions devraient adhérer à cette initiative dans les jours à venir".

R.N.

SECTEUR DE LA COMMUNICATION

"Des changements profonds" adaptés aux différentes évolutions

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, a affirmé que "des changements profonds" avaient été amorcés dans le secteur de la communication et la profession de la presse, en adéquation avec les différentes évolutions et ce, à travers l'ouverture de chantiers de réforme comportant les aspects juridique et organisationnel. S'exprimant lors d'un entretien accordé au site "Algérie1", le ministre a déclaré qu'il s'était engagé à opérer "des changements profonds dans le secteur de la communication et de la presse en adéquation avec les évolutions de l'heure et ce, en concrétisation de la politique de soutien qu'accorde M. le président de la République au secteur et à la profession". Cette opération a été amorcée suivant "un programme de travail horizontal" qui repose essentiellement sur "l'inventaire, l'évaluation de la situation et l'ouverture de chantiers de réforme portant sur les aspects juridique et organisationnel régissant le secteur", a fait savoir M. Belhimer, soulignant l'existence "d'une avancée dans l'élaboration des nouveaux textes et projets juridiques à caractère prioritaire". A cet effet, le Gouvernement avait adopté récemment "le projet de décret exécutif élaboré par le ministère de la Communication concernant l'activité de la presse en ligne, d'autant que les dispositions de ce décret seront appliquées directement après sa publication au Journal officiel". Le ministre, poursuit le ministre "est en passe d'élaborer le projet de décret exécutif régissant l'activité des agences de communication ainsi que le projet d'arrêté portant appel à candidature pour l'ouverture de services audiovisuels de droit algérien, diffusés via le satellite algérien ALCOM SAT-1". Concernant le dossier de la publicité publique, M. Belhimer a rappelé que le ministère de la Communication "est en passe d'élaborer un projet de loi relatif à la publicité visant la régulation et l'encadrement des différents aspects de cette activité", relevant "la mise en place de 15 critères objectifs pour bénéficier de la publicité publique. Ces critères devront être mis en œuvre à partir de janvier 2021". Ce projet de loi "n'établit aucune distinction entre la publicité publique et celle privée. Les deux types de publicité devront être soumis aux mêmes conditions et réglementations juridiques et professionnelles, notamment celles ayant trait à l'impératif respect des constantes de la nation, des particularités de la famille algérienne et des droits de l'enfant dans les spots publicitaires", a souligné le ministre.

R.N.

TRIBUNAL DE TIPAZA

15 ans de prison requis contre Abdelkader Zoukh

Le procureur de la République près le tribunal de Tipaza a requis, hier, 15 ans de prison ferme assortie d'une amende de 1 million de dinars à l'encontre de Abdelkader Zoukh. Le parquet a également requis la saisie de tous les biens de l'ancien wali d'Alger. Le procès de l'ex-wali d'Alger a été reporté deux fois. Le deuxième report était dû à l'absence de la défense. L'ex-wali d'Alger est poursuivi pour, notamment, "dilatation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire", "utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés en vertu de sa fonction", "abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers". Le Conseiller enquêteur auprès de la Cour suprême avait précédemment ordonné la mise sous contrôle judiciaire de l'ex-wali d'Alger au titre des affaires dans lesquelles il est poursuivi, rappelle-t-on.

R.N.

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**Commission mixte pour le développement du renouvelable au niveau local**

Une commission mixte sera prochainement installée dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'actions des collectivités locales en matière de transition énergétique et d'énergies renouvelables, a indiqué jeudi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué.

Lors d'une réunion tenue entre le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud et le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chams Eddine Chitour, les deux membres du gouvernement ont convenu d'installer une commission mixte composée d'experts des deux secteurs et qui aura pour mission la définition et l'élaboration d'un plan d'actions des collectivités locales en matière de transition énergétique et d'énergies renouvelables.

Cette commission, évoquée au cours de la réunion tenue dans le cadre des consultations intersectorielles, initiées par M. Chitour, a pour but de permettre la concrétisation effective et le suivi régulier de ce partenariat entre les deux secteurs, a fait savoir la même source.

Selon M. Beldjoud, cité par le communiqué, a insisté sur la nécessité d'impliquer les responsables locaux dans la mise en œuvre des programmes et des actions de transition énergétique et d'énergies renouvelables dans les collectivités locales pour la réussite de la transition énergétique au niveau local.

Par ailleurs, cette rencontre a permis aux deux ministres, en présence des cadres des deux ministères d'examiner l'état des lieux de la collaboration entre les deux secteurs, et ce à travers le bilan des réalisations en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, notamment, au niveau des écoles, des habitations des zones d'ombre et de l'éclairage public dans plusieurs communes du pays.

A ce titre, les deux ministres ont insisté sur la nécessité de renforcer cette collaboration intersectorielle par la promotion de l'efficacité énergétique et un développement accru des énergies renouvelables en vue d'alléger un tant soit peu, la facture énergétique des communes.

Cette rencontre a également donné l'occasion à M. Chitour de présenter les grands axes de la stratégie de son secteur en matière de transition énergétique et d'énergies renouvelables visant à faire sortir, progressivement, le pays de sa dépendance des hydrocarbures.

Cette stratégie s'appuie sur les économies d'énergie, le développement des énergies renouvelables et la mise en place d'un modèle énergétique national qui tiendra compte de toutes les potentialités du pays.

R.N

ENERGIES RENOUVELABLES

Le CEREFÉ publie son premier rapport annuel

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) vient de publier son premier rapport annuel dans lequel il présente la situation énergétique en Algérie avec une nouvelle approche en vue d'élaborer une stratégie nationale de transition énergétique.



Intitulé "Transition énergétique en Algérie: Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables", le rapport du CEREFÉ, dont l'APS a obtenu une copie, est réparti sur trois parties consacrées, respectivement, à "l'évolution du mix énergétique dans le monde et les leçons à tirer", "l'historique et état des lieux des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie", et à une "contribution à l'élaboration d'une stratégie nationale de transition énergétique adaptée à l'Algérie".

"L'élaboration de ce rapport s'inscrit donc en parfaite harmonie avec la vision du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, qui accorde une place importante à la transition énergétique selon la triptyque d'un renouvellement économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique", lit-on dans le rapport. Il s'agit d'une analyse "serenine" menée sur la base de données "assez actualisées" et reflétant au

mieux la réalité du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans le pays, dans l'objectif d'évaluer le chemin parcouru à ce jour dans le domaine et tirer les enseignements qui s'imposent.

Dans ce cadre, le Commissariat a mené diverses réflexions "afin de ne pas reproduire les mêmes schémas d'échec", et tracer la ligne directrice qu'il entend suivre en vue de coordonner la mise en œuvre concrète des actions planifiées, en faisant participer les parties prenantes, publiques ou privées, intéressées par leur exécution, lit-on dans le rapport.

Un message du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a été publié dans ce rapport, et qui souligne la détermination du gouvernement à instaurer un modèle énergétique durable et à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales.

Dans ce message, M. Djerad réitère notamment les engagements du gouvernement en matière de développement des énergies renouvelables, de mobilisation des financements né-

cessaires, de soutien aux activités industrielles dans le secteur de l'énergie et d'encouragement à toute action permettant une optimisation accrue de la consommation interne de l'énergie. Placé auprès du Premier ministre, le CEREFÉ est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, chargé d'élaborer les instruments de prospective à moyen et long terme en vue d'anticiper les grandes mutations énergétiques et contribuer à la définition des grandes orientations de la politique nationale de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. En tant qu'organe indépendant, le CEREFÉ est également chargé d'évaluer la politique nationale de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et les outils mobilisés pour sa mise en œuvre, et proposer toute mesure de nature à l'améliorer. Le CEREFÉ est dirigé, depuis sa création fin 2019, par le Prof. Noureddine Yassaa.

APS

ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

Le gouvernement déterminé à instaurer un modèle énergétique durable

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a souligné dans un message publié dans le premier rapport annuel du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), la détermination du gouvernement à instaurer un modèle énergétique durable et à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales. "Le gouvernement est déterminé à tout mettre en œuvre afin d'instaurer un modèle énergétique durable, où l'efficacité serait le maître mot", a indiqué M. Djerad dans le rapport du CEREFÉ, intitulé "Transition énergétique en Algérie: Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables". Ainsi, "toute action permettant une optimisation accrue de la consommation interne de l'énergie, serait encouragée au même titre que celle pouvant contribuer à prolonger la durée de vie de nos réserves d'hydrocarbures en diversifiant les moyens de production d'énergie alternatives, notamment à base de ressources renouvelables", note le Premier ministre.

Les volumes de gaz et pétrole épargnés pourraient ouvrir, dans ce cas, de nouvelles perspec-

tives à travers un élargissement effectif des activités pétrochimiques locales dont les produits finis ont des débouchés réels sur le marché international, devenu trop incertain pour les ressources énergétiques primaires à l'état brut, selon M. Djerad.

Cette reconversion sera conjuguée au développement des énergies renouvelables notamment à travers la composante solaire, dont jouissent assez équitablement toutes les régions du territoire national, ce qui permettra "d'assurer des revenus plus stables pour le pays qui, pourrait alors mener sereinement sa politique de développement, loin de certains aléas extérieurs".

Le gouvernement encouragera également les activités industrielles liées au secteur de l'énergie et adaptées à l'échelle des PME/PMI, créatrices d'emplois et de richesses locales, et ce, dans le cadre d'un "schéma étudié au préalable et visant l'atténuation des disparités régionales", soutient le Premier ministre.

Le gouvernement s'attend ainsi à "des économies notables" sur la consommation intérieure d'énergie "à court terme" dans le transport, notamment à travers l'incitation publique à un recours plus

accru au gaz GPL/C et GNC, et dans l'habitat, l'industrie, l'éclairage public, les ressources en eau et l'agriculture.

Par ailleurs, le gouvernement s'engage dès maintenant à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales, en mobilisant toutes les potentialités du pays pouvant mener à une concrétisation réelle des objectifs tracés, sans oublier l'instauration de mécanismes d'évaluation continue et rigoureuse des progrès accomplis", promet M. Djerad.

Dans ce cadre, une "grande importance" est accordée à la formation et la qualification des ressources humaines, la recherche et l'innovation. Le gouvernement veillera également à créer l'écosystème approprié à une amélioration effective des cadres réglementaire et législatif régissant l'ensemble des activités énergétiques dans le pays. Il s'engage aussi à mobiliser, sans délai, les soutiens financiers nécessaires, dans l'objectif d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et diversifier leurs usages dans l'ensemble des secteurs d'activités, créateurs de richesses et d'emplois durables.

Cette démarche sera accompagnée, poursuit M.

Djerad, par des transformations structurelles en matière d'environnement socio-économique en levant toutes les entraves et autres comportements bureaucratiques qui ont prévalu jusqu'ici. Le Premier ministre juge ainsi "inévitables", pour l'avenir du pays, ces mutations énergétiques qui sont nécessaires pour "intégrer la dynamique universelle qui s'impose dans le domaine et léguer ainsi un patrimoine sur lequel les générations futures peuvent compter". Il a rappelé que le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République avait d'emblée placé la transition énergétique au cœur des politiques de développement du pays, selon "la triptyque d'un renouvellement économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique". Il a, dans ce cadre, souligné la nécessité "rompre avec le cycle infernal de dépendance chronique de l'extérieur en termes de maîtrise réelle du savoir universel et ses applications sur le terrain, les concepts techniques novateurs qui en découlent et enfin les progrès organiques qui les accompagnent".

APS

OPEP

Les différentes options sur la table de discussion

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés ont poursuivi, en fin de la semaine, leurs consultations techniques, afin de fournir aux réunions ministérielles de l'Opep+, prévues lundi et mardi, une base de données "cruciale" pour la prise de décision, dans un marché pétrolier qui reste affecté par la Covid-19, a indiqué l'Organisation.

La 8e réunion technique de l'OPEP et des pays non membres de l'OPEP de la Déclaration de coopération (DoC) a été organisée vendredi par vidéoconférence, en préparation de la 180e réunion de la Conférence de l'OPEP programmée pour lundi prochain et la 12e réunion ministérielle de l'OPEP et des non-OPEP, prévue le 1er décembre, a précisé l'Opep, dans un communiqué publié sur son site web. Etablie dans le cadre de la DoC, cette réunion technique fournit aux signataires de la DoC une plate-forme pour se connecter sur des questions techniques et partager des informations sur les données, approfondissant ainsi les liens entre eux et la compréhension mutuelle des problèmes auxquels le marché mondial du pétrole est confronté, explique l'Opep. Cité par le communiqué, le SG de l'Opep, Mohamed Barkindo, a reconnu lors de cette réunion "le rôle clé joué par les réunions techniques de la DoC en fournissant aux réunions ministérielles de l'OPEP et des non-OPEP des analyses fiables et précises, qui constituent une base cruciale pour la prise de décision". Il a souligné la nécessité d'une coopération et d'un dialogue continus pendant la pandémie COVID-19. "Nous sommes confrontés à une résurgence de la pandémie, qui verrouille à nouveau les pays et les régions. Et encore une fois, nous devons continuer à avancer", a-t-il noté. Il a, dans ce contexte, salué les efforts entrepris par les participants à la DoC pour soutenir la stabilité du marché pétrolier, déclarant que "les succès à ce jour ont exigé une grande patience, de l'endurance et une réticence à abandonner, valeurs fortement affichées par nos pays de la DoC sur ces derniers mois. Je vous félicite pour les fruits de votre travail jusqu'à présent".

LE MARCHÉ PÉTROLIER EST TOUJOURS AFFECTÉ PAR LA COVID-19

A propos du récent développement du vaccin COVID-19, M. Barkindo a déclaré que "la perspective de l'arrivée des vaccins sur le marché a incité à un sentiment positif. Pourtant, nous devons continuer à tenir notre position jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de faire baisser les taux d'infection. Nous sommes toujours au cœur de cette catastrophe". Il a également évoqué les effets dévasta-



teurs de la pandémie sur l'économie mondiale et le marché mondial du pétrole, notant que les investissements dans le secteur pétrolier ont considérablement diminué. "Les investissements ont chuté de 30% pour cette année, encore plus que lors de la récession de 2014-2016, dont l'industrie pétrolière se remettait encore lorsque le COVID-19 a frappé", a déclaré le même responsable. Selon lui, l'industrie pétrolière avait besoin "de 12,6 milliards de dollars en investissement pour réduire la volatilité et éviter une éventuelle crise énergétique future". Il est à noter que les prochaines réunions de l'Opep et l'Opep+ sont très attendues et certains observateurs nécartent pas la possibilité de la prolongation de seuil actuel de la baisse de la production qui est de 7,7 millions de barils par jours au-delà de 2020. En préparation de ces réunions, l'Organisation a entamé mercredi une série de réunions techniques pour l'examen de la situation du marché pétrolier et les répercussions de la Covid-19 sur sa reprise et sa stabilité, à commencer par la 134e réunion du Conseil de la Commission écono-

mique (BCE) de l'OPEP. La 24e réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep et Non Opep (JMMC), avait recommandé que "tous les pays participants doivent être vigilants, proactifs et prêts à agir, si nécessaire, selon les exigences du marché". En début du mois courant, le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, qui présidera demain la Conférence ministérielle de l'OPEP, avait souligné que l'OPEP restait déterminée à prendre les mesures appropriées précisant que "cela inclut la possibilité de prolonger les ajustements de production actuels jusqu'en 2021, ainsi que d'approfondir ces ajustements, si les conditions du marché l'exigent". Côté prix, le panier de l'OPEP, dont le pétrole brut algérien, s'est maintenu à près de 47 dollars en fin de la semaine, soutenu notamment par les nouvelles annonces par différents laboratoires dans le monde sur l'efficacité d'un vaccin réduisant le risque d'atteinte de la Covid-19 et la possibilité d'entamer des campagnes massives de vaccination avant la fin de l'année en cours.

R.E

SANUSI BARKINDO (SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OPEP)

L'industrie pétrolière nécessitera 12.600 mds USD sur 25 ans

Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Sanusi Barkindo, a estimé que l'industrie mondiale du pétrole aura besoin d'investissements pour maintenir son efficacité en matière d'innovation et de production au cours des 25 prochaines années. "En ce qui concerne l'avenir, nos projections pour l'industrie pétrolière montrent que des investissements d'environ 12 600 milliards de dollars seront nécessaires en amont, à mi-chemin et en

aval d'ici 2045", a déclaré à la presse M. Barkindo, lors de la vidéoconférence du forum "Crescent Ideas" sur les perspectives énergétiques mondiales... "Pour y parvenir, il est très important que les discussions politiques sur l'énergie et les investissements restent inclusives et soutiennent un portefeuille diversifié d'options énergétiques", a-t-il relevé. Et d'ajouter que "désormais dos au mur, l'industrie ne peut aller de l'avant sans un capital adéquat pour maintenir son leadership historique". Vu le développe-

ment des énergies propres, on estime que la croissance de la demande pétrolière devrait reculer de 70 % au cours des 30 prochaines années, d'où l'urgence pour l'industrie pétrolière de s'adapter aux changements qui s'imposent, a-t-il souligné. Si le dirigeant insiste sur l'urgence de réformer, il est très peu optimiste sur la résilience du segment du raffinage pour traverser cette crise. Selon lui, il faut s'attendre à une vague de fermetures de raffineries dans le monde entier au cours des prochaines années. Ceci, à mesure que de nou-

velles capacités énergétiques sont développées. Il estime que le raffinage sera le segment qui sera le plus frappé par les premiers changements structurels. Toutefois, M. Barkindo a rappelé que le World Oil Outlook de l'OPEP montrait que les dépenses d'investissement en amont pourraient chuter de plus de 30 % rien qu'en 2020, mais a maintenu que le pétrole brut continuera d'être incontournable dans le mix énergétique mondial, au cours des 25 prochaines années.

R.E

EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE

L'Allemagne va contracter 300 milliards d'euros de dettes

L'Allemagne va contracter au total 300 milliards d'euros de nouvelles dettes entre 2020 et 2021 en raison de la crise sanitaire, a annoncé le ministre des Finances, Olaf Scholz, à l'issue de l'adoption vendredi du budget 2021 par la commission des Finances du Bundestag. Approuvé tôt dans la matinée, après 17 heures de discussions, ce budget annuel 2021 prévoit un total de 179,8 milliards d'euros de nouveaux emprunts et 498,6 milliards d'euros de dépenses publiques, selon un document définitif. Au total, les dettes nouvelles de 2020 et 2021 atteindront "plus de 300 milliards d'euros", a souligné le ministre des Finances.

L'Allemagne a adopté, début novembre, de nouvelles restrictions, fermant notamment bars, hôtels, et lieux culturels et de loisirs, qui plombent de nouveau son économie. Et la chancelière Angela Merkel a annoncé mercredi le prolongement de ces mesures jusqu'en janvier, face à une situation sanitaire toujours préoccupante.

En conséquence, Berlin a prolongé les aides directes aux PME et le chômage partiel, qui devront être versées jusqu'à l'an prochain. Le gouvernement a également mis en place des aides d'urgence pour les entreprises les plus touchées par les restrictions pendant les mois de novembre et décembre. Ces mesures devraient coûter au total plus de 30 milliards d'euros à l'Etat fédéral. Le Bundestag, la chambre des députés, doit désormais se réunir à partir du 7 décembre en séance plénière pour approuver le budget 2021. Pour 2020, il avait autorisé le gouvernement à contracter un montant record de 217,8 milliards, qui n'ont pas été totalement débloqués, selon Olaf Scholz. Reste que de plus en plus de voix se lèvent dans le pays pour un retour progressif à la discipline budgétaire, chère aux Allemands. Car la sacro-sainte règle du "frein à l'endettement", inscrit dans la Constitution allemande, interdisant au gouvernement fédéral d'emprunter chaque année plus de 0,35% de son PIB, sera une nouvelle fois bafouée en 2021. "Il n'est pas acceptable à long terme que les Etats échappent à leur responsabilité financière", a prévenu Eckhardt Rehberg, porte-parole de la CDU, le parti conservateur d'Angela Merkel, devant la Commission des Finances.

Les "sages" économiques, un groupe d'experts très influents qui conseille le gouvernement, ont appelé en novembre à préparer, dès à présent, une "normalisation" des politiques économiques. "C'est beaucoup d'argent, mais il aurait été pire de ne rien faire", s'est défendu de son côté Olaf Scholz. Le gouvernement assure que son objectif est de revenir aux règles constitutionnelles dès 2022. Berlin anticipe une récession de 5,5% en 2020, avant une reprise de l'activité de 4,4% en 2021 et de 2,5% en 2022, soit un retour à la dynamique "d'avant crise".

R.E

PARTENARIAT

L'Inde produira une partie du vaccin russe

Le Fonds souverain russe (RDIF) a annoncé vendredi avoir conclu un accord avec le groupe pharmaceutique indien Hetero pour la production de plus de 100 millions de doses annuelles du vaccin russe contre le coronavirus, Sputnik V. "Hetero, l'un des principaux fabricants indiens de médicaments génériques, a accepté de produire en Inde plus de 100 millions de doses par an" de Sputnik V, a annoncé dans un communiqué le RDIF, qui a financé le développement du vaccin, ajoutant que la production devra commencer "début 2021".

Selon le communiqué, des essais cliniques du vaccin en phase II et III sont actuellement en cours en Inde. "Grâce à notre coopération avec Hetero, nous serons en mesure d'augmenter considérablement la capacité de production et de fournir à la population indienne une solution efficace dans cette période difficile de la pandémie", a commenté le patron du fonds, Kirill Dmitriev, cité dans le communiqué. Le RDIF précise que des "demandes" pour plus de 1,2 milliard de doses du vaccin Sputnik V ont été faites par "plus de 50 pays". Outre l'Inde, le vaccin doit être notam-

ment produit au Brésil, en Chine ou en Corée du Sud, selon la même source. Mardi, la Russie a affirmé que Sputnik V, développé par le centre de recherches Gamaleia de Moscou, était efficace à 95%, un résultat équivalent aux vaccins développés par l'alliance Pfizer/BioNTech et l'entreprise américaine Moderna. "Le prix d'une dose de Sputnik V pour le marché international sera de moins de 10 dollars", avait précisé le Fonds souverain russe. Le vaccin Sputnik V est actuellement en phase 3 d'essais cliniques randomisés en

double aveugle -- quand ni le patient ni le médecin ne savent s'il s'agit d'un placebo -- auprès de 40 000 volontaires. La concurrence internationale fait rage pour développer un vaccin au virus responsable de la pandémie qui a paralysé des pays entiers depuis le début de l'année. La Russie est déterminée à faire la course en tête et avait annoncé dès août, avant même des essais cliniques à grande échelle, l'efficacité de Sputnik V, suscitant des doutes au sein de la communauté scientifique internationale.

R.E



AIN TÉMOUCHENT

110 millions DA de créances de l'Entreprise de gestion des CET des déchets

L'Entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) des déchets d'Ain Témoüchent détient 110 millions DA de créances auprès de plusieurs communes de la wilaya, a-t-on appris de son directeur par intérim, Miloud Benarradj. La commune de Béni Saf est redevable de 60 millions DA, suivie de la commune d'Ain Témoüchent (30 millions) et le restant des créances (20 millions DA) est réparti entre les autres communes, a-t-on indiqué. L'incapacité de ces collectivités locales à honorer leurs créances a impacté "négativement" sur la gestion fi-

nancière de l'Entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique, provoquant une perturbation dans le versement des salaires de ses travailleurs au cours des derniers mois, a souligné M. Benarradj. Le centre d'enfouissement technique des déchets, situé dans la commune de Sidi Benadda, accueille l'équivalent de 120 tonnes de déchets ménagers par jour et celui de la commune de Sidi Safi 110 tonnes, à noter que le volume des déchets a connu une hausse durant la saison estivale compte tenu de la spécificité touristique de la wilaya, a-t-on indiqué.

Afin de renflouer ses caisses, l'entreprise publique traite avec une société privée pour le recyclage des matières plastiques, mais cela demeure insuffisant pour assurer une gestion équilibrée de l'entreprise, a-t-on fait savoir.

L'entreprise doit recouvrer en urgence ses dettes pour pouvoir verser leurs salaires aux 82 travailleurs et se fournir en matériels d'entretien et de maintenance du matériel, a-t-on affirmé.

R.N

Régions

TIZI-OUZOU

54 millions DA pour indemniser des sinistrés des incendies

La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié de 54 millions DA pour l'indemnisation des sinistrés des incendies ayant touché la région durant l'année en cours, a-t-on appris vendredi du conservateur local des forêts, Youcef Ould Mohand. Indemnisation de quelque 684 sinistrés recensés se fera par la distribution de plants pour la réfection et des pailles pour l'opération de régénération des oliviers, figuiers et cerisiers en fonction des pertes enregistrées, a souligné M. Ould Mohand.

Par ailleurs, l'indemnisation des apiculteurs, dont les exploitations ont été endommagées ou détruites par les incendies, est, cette année, du ressort de la direction des Services agricoles (DSA), a, en outre, précisé le responsable. S'agissant des incendies ayant touché la wilaya le mois de novembre en cours, dont un feu recensé au niveau du domaine forestier et trois dans le domaine privé, ayant ravagé une surface de sept hectares de couvert végétal, il a indiqué que "l'opération de recensement des dégâts pour l'indemnisation des sinistrés est toujours en cours". M. Ould Mohand a rappelé que la wilaya de Tizi-Ouzou a enregistré en 2020, quelque 372 feux ayant détruit 5 861 ha de couvert végétal, dont 2 120 dans le domaine forestier, 3 000 ha de broussailles ainsi qu'une surface de 571 ha d'arbre fruitiers.

SADEG DE SIDI ABDALLAH

Plus de 2,5 mds de Da de créances détenues auprès des clients

La Société algérienne de distribution de l'électricité et de gaz (SADEG) de Sidi Abdallah a appelé ses clients à s'acquitter des factures de consommation d'électricité et de gaz, dont la valeur globale s'élève depuis, juillet écoulé, à plus de 2,5 milliards de Da, a-t-on appris du directeur de distribution au sein de cette Direction, Akli Chérif Hadjer.

Dans une déclaration à l'APS, M. Hadjer a indiqué que la SDEG de Sidi Abdallah s'était engagée à ne procéder, tout au long de la période de confinement sanitaire, à aucune suspension de l'alimentation en électricité et en gaz, des abonnés qui n'ont pas encore réglé leurs factures ».

Selon le même responsable, ces créances se sont élevées, à fin juillet dernier, à plus de 250 milliards de centimes, réparties entre clients ordinaires.

Relevant que cette accumulation impacte négativement le rythme de travail de la Direction ainsi que son rendement, M. Hadjer invite toute la clientèle à s'acquitter de ses factures, via les différents supports disponibles, soit à travers les agences commerciales de Douera, Zéralda et de Sidi Abdallah, via le paiement électronique, ou au niveau des bureaux de poste.

M. Hadjer a, toutefois, souligné que la SADEG de Sidi Abdallah octroie toutes les facilitations à ses clients ménages, dans le but de les aider à régler les créances en suspens, en leur offrant la possibilité d'obtenir un échéancier de paiement des factures impayées de grands montants, pour épargner ainsi au client l'accumulation des charges.

HABITANTS DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES DE SIDI BEL ABBES**Campagne de vaccination contre la grippe saisonnière**

Le commandement de la deuxième région militaire a organisé une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage de la Covid-19, à travers l'utilisation des tests rapides, en faveur des habitants des régions éloignées dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"En application des instructions du Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) et dans le cadre de la poursuite de ses missions humaines, en appui à la relation +Armée-nation+, et du renforcement du système sanitaire national, le commandement de la deuxième région militaire a organisé à partir du 26 novembre, une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage de la Covid-19, à travers l'utilisation des tests rapides, en faveur des habitants des régions éloignées dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, à l'instar des douars Kerzouta, Feraat Zit, Redjem Demouche, Bir El Hammam, Marhoum", souligne le communiqué.

Dans le cadre de cette campagne, "des examens médicaux ont été assurés aux habitants de ces régions enclavées par une équipe médicale dotée de tous les moyens matériels nécessaires et composée de médecins qualifiés relevant des services de santé militaire de la deuxième région militaire, laquelle a sensibilisé les



citoyens à la dangerosité de la pandémie et aux moyens de prévention", précise le document. Cette campagne sanitaire a trouvé un écho favorable chez les ci-

toyens qui "ont salué ce genre d'initiatives humaines et exprimé toute leur reconnaissance à l'Armée nationale populaire pour ses efforts nobles visant à prêter main

forte aux citoyens et à les soutenir, notamment les habitants des zones frontalières et des régions enclavées", conclut le communiqué.

VILLE NOUVELLE DE SIDI ABDALLAH

Lancement de la réalisation de 13.300 logements AADL 2

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a donné, jeudi à Alger, le coup d'envoi du projet de réalisation du dernier quota du programme AADL 2 dans la capitale, constitué de 13.300 unités d'habitations implantées sur une surface globale de 107 hectares dans le site de la Ville nouvelle de Sidi Abdallah.

Selon le ministre, ce programme qui s'ajoute à un quota global de 44.000 unités dont les travaux de réalisation ont été lancés récemment, intervient pour clore définitivement le programme de réalisation de 560.000 logements de la formule de Location-Vente (AADL). "L'attribution des premiers quotas du programme restant se fera d'ici une année", a annoncé le ministre, relevant que de milliers de logements AADL seront livrés aux bénéficiaires de ce programme à la fin 2020.

Dans son allocution lors de la cérémonie de coup d'envoi pour la réalisation de ce quota, en présence des cadres du secteur, du Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement

(AADL), Tarek Belaribi et du wali d'Alger, Youcef Chorfa, le ministre a fait état de l'entame par le secteur, au cours de l'année 2021, et une fois le programme AADL 2 clos, de l'étude des dossiers des demandeurs de logement de cette formule, inscrits via le site électronique et qui ne se sont pas acquittés de la 1ère tranche. Il a indiqué, dans ce cadre, que les recours ayant été acceptés et dont les souscripteurs ne se sont pas encore acquittés de la 1er tranche, seront ouverts. Soulignant dans son allocution la nécessité d'accorder tout l'intérêt à la réalisation des structures publiques annexes, le ministre a fait état de la réalisation de quelque 30 structures dans ce site devant être inscrites au titre du programme 2021.

M. Nasri a, en outre, indiqué qu'une instruction a été donnée par le secteur, portant interdiction de réaliser, à l'avenir et dans tout cadre de projet de logements, les locaux commerciaux en bas des immeubles. Dorénavant il sera procédé à la réalisation de centres commerciaux séparés au niveau des cités de

manière à préserver le côté esthétique des constructions, a-t-il fait savoir.

Ces centres seront réalisés soit par l'AADL ou par des investisseurs privés. Le ministre a saisi cette occasion pour instruire le DG de l'AADL à l'effet d'élaborer des études plus approfondies pour la réalisation des structures publiques, des études qui prennent en considération la stratégie de transition énergétique vers les énergies renouvelables.

Le premier responsable du secteur de l'Habitat a également mis l'accent sur l'impératif d'entamer les travaux d'aménagement extérieurs après la finalisation des gros œuvres, de manière à parachever les travaux internes et externes en même temps. Aussi, a-t-il appelé les autorités locales de baptiser ces cités dans les plus brefs délais.

M. Nasri a fait savoir, par ailleurs, que de nombreux fonctionnaires du secteur et des personnels de l'AADL avaient été contaminés par la Covid-19. Ils continuent toutefois leur travail à distance afin de garantir la livraison des programmes dans les dé-

lais impartis, et permettra, par conséquent, aux souscripteurs de sélectionner les sites fin novembre courant.

Le ministre qui a reconnu le retard accusé dans la réalisation des programmes en raison de la situation pandémique et des mesures de confinement, a tenu à rassurer les souscripteurs quant à la relance des chantiers.

Au terme de sa visite, M. Nasri a donné le coup d'envoi d'une opération de reboisement à la Ville nouvelle de Sidi Abdallah, soulignant la nécessité d'encourager les micro-entreprises à réaliser des travaux d'aménagements extérieurs étudiés.

Le ministre a fait part, à cet égard, de la mobilisation de son secteur à mener des opérations de reboisement et de consacrer davantage d'espaces verts dans les cités qui demeurent, dit-il, "un acquis pour les générations montantes". Il a également mis en avant l'importance d'intégrer ces métiers dans les projets d'habitat et inculquer aux citoyens la culture du reboisement et de l'environnement.

TIN-ZAOUATINE (TAMANRASSET)

Les autorités locales s'enquêtent des attentes des habitants

L'identification et la prise en charge des attentes des habitants de la région frontalière et enclavée de Tin-Zaouatine a été au centre d'une visite jeudi des autorités de la wilaya de Tamanrasset.

Amorcée au village de Toundert (80 km de Tin-Zaouatine), notamment la zone à vocation pastorale de "Inouzal", la tournée a été l'occasion de s'enquérir des doléances de sa population nomade, articulées, en plus des besoins en couverture sanitaire et groupements scolaires pour le primaire, autour du soutien des éleveurs, la réalisation de puits pastoraux et de forages d'irrigation, et l'envoi d'équipes vétérinaires pour le traitement du cheptel (camelin et ovin notamment).

Des doléances que les autorités de la wilaya se sont engagées à entamer prochainement leur prise en charge entière, à travers l'adoption des procédures nécessaires à leur concrétisation. Le village enclavé de Toundert a été l'autre localité visitée et dont les préoccupations des habitants concernent, entre autres, l'impulsion de l'activité agricole, le soutien des filières agricoles et l'accompagnement des bénéficiaires de la concession agricole pour leur permettre de travailler leurs terres, dans le but de satisfaire les besoins locaux et faire de la région un pôle agricole, selon des membres de l'association "Tililel" spécialisée dans l'agriculture et l'élevage.

Les doléances portent aussi sur la révision des modes d'approvisionnement de ces zones éloignées en produits alimentaires à partir de Tamanrasset, et faciliter pour cela les procédures de transport de marchandises pour les commerçants locaux.

Au chef lieu de daïra de Tin-Zaouatine (500 km de Tamanras-



set), et pour améliorer la prise en charge des élèves issus de zones éloignées, une opération sera lancée pour l'équipement d'une cantine d'une capacité de 200 repas au niveau du nouveau groupement scolaire de la cité "5 juillet", actuellement en phase d'achèvement des travaux, tout comme l'est un autre groupement scolaire de 6 classes devant entrer en exploitation dans une dizaine de jours, selon les explications fournies à la délégation de wilaya. Sur un autre registre, le projet de marché de proximité en cours de réalisation (30% d'avancement) à Tin-Zaouatine et comprenant 18 locaux et 12 carrés de vente de fruits et légumes, est appelé à améliorer les activités commerciales dans la région. Une opération de réhabilitation

de l'éclairage public y est également en cours et touche les différents quartiers du chef-lieu de la daïra, où des orientations ont été données pour accélérer la finalisation du projet et éliminer les "points noirs", notamment le long de la bande frontalière. Inspectant, par ailleurs, le site devant accueillir un hôpital de 60 lits à Tin-Zaouatine, le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, a insisté sur l'accélération des procédures pour entamer les travaux de cet "important" projet "très attendu par la population pour l'amélioration de la prise en charge sanitaire dans la région". "Les pouvoirs publics accordent un grand intérêt à la région de Tin-Zaouatine, et tout sera fait pour lever les contraintes en vue de concrétiser son développe-

ment, et ce à travers le lancement des projets retenus en sa faveur sur les différents programmes de développement", a souligné le wali. Toujours en matière de désenclavement, l'autre point inspecté est la seconde tranche de 207 km restante du projet de route reliant Tamanrasset et Tin-Zaouatine, d'un coût de 6 milliards DA et scindée en cinq (5) lots, dont certains accusent un retard. Le chef de l'exécutif de wilaya a mis l'accent, à cet égard, sur l'accélération des travaux et la livraison de ce projet "vital" appelé à contribuer au désenclavement de cette région frontalière et à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

R.N

AÏN DEFLA (COVID-19)

Plus de 3.540 infractions aux règles préventives en une semaine

Les services de sécurité de Aïn Defla ont recensé du 19 au 26 novembre en cours 3.543 infractions aux règles préventives liées à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Les infractions en question ont trait au non-respect de la distanciation physique (990), à la non désinfection des locaux commerciaux (127), à l'absence de bandes de marquage au sol au niveau des locaux commerciaux (32) et au non port du masque buccal (2394), a-t-on précisé. Parallèlement à ces actions, les services de police poursuivent leurs campagnes de sensibilisation sur les risques encourus du fait de la pandémie du nouveau coronavirus, notamment par le biais des hauts parleurs de véhicules sillonnant les artères des villes de la wilaya en vue de mettre en garde la population contre tout relâchement, dont les conséquences leur seront préjudiciables à plus d'un titre, a-t-on précisé.

En marge de ces opérations, 2500 masques buccaux ont été distribués aux citoyens, non sans leur expliquer l'importance du port de ce moyen de protection dans la prévention contre l'épidémie.

Les services de la police réitérent leur appel aux citoyens à faire preuve d'esprit collectif en observant scrupuleusement les mesures préventives à même de permettre d'endiguer cette pandémie, a-t-on souligné.

R.N

EL TARF (SESSION DE FORMATION EN LIGNE)

La sensibilisation sur l'importance d'un mode de consommation éco-citoyen

La sensibilisation et l'information sur l'importance d'un mode de consommation éco-citoyen, à même de satisfaire les principaux besoins des citoyens tout en minimisant les impacts sur l'environnement, a été soulignée lors d'une session de formation en ligne, initiée par le ministère de l'Environnement en collaboration avec le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), au profit de journalistes des wilayas d'El Tarf et de Tindouf.

Développant la thématique de la production propre et la consommation durable, M. Ouameur Makhoukh, ingénieur formateur au CNFE, a insisté sur l'importance de devenir "un éco-consommateur responsable préservant les mécanismes écologiques nécessaires au développement humain en vue

de maintenir, voire améliorer, la qualité de vie des uns et des autres". La consommation et la production durables ont pour but d'améliorer l'utilisation efficace des ressources tout au long du cycle de vie des produits, a-t-il expliqué, mettant l'accent sur le rôle des entreprises, des chaînes d'approvisionnement et des consommateurs individuels en tant qu'acteurs du développement durable. La consommation responsable est respectueuse de l'environnement mais aussi de l'équité sociale et économique, a-t-il ajouté, insistant sur l'importance du travail d'information et de sensibilisation du citoyen, qui est "un vecteur de changement". Aussi, a-t-il signalé, l'urgence de la réduction de notre "empreinte écologique" en modifiant la façon de produire et de

consommer les biens et les ressources. L'intervenant a également relevé l'impact de la valorisation des sous produits ainsi que la récupération et la réutilisation sur place dans la consommation responsable. Plusieurs concepts, dont "l'eco-efficacité, la prévention de la pollution et la production verte", ont été expliqués par l'intervenant, qui dans ce contexte, a évoqué les efforts déployés dans le cadre de la stratégie d'amélioration de la production et de la performance environnementale pour le développement socio-économique global. Les programmes de sensibilisation et de communication ciblant, consommateurs, producteurs et institutions ainsi que les programmes de formation en rapport avec les modes de consommation et production durables (MCPD) 2016/2030 en sus des préoc-

cupations environnementales ont été parmi les autres points développés par l'intervenant. "Nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants", a-t-il tenu à souligner, rappelant que cette 11ème session de formation en ligne a permis de débattre cinq thématiques dans l'objectif de constituer un réseau de journalistes, qui se consacre à la médiatisation et à une meilleure sensibilisation des citoyens autour de thèmes liés à l'environnement. Ouverte dimanche dernier, la session de formation a été clôturée jeudi par un appel à la multiplication de ce type de formation, destinée à approfondir les connaissances en environnement pour un meilleur traitement des sujets en rapport avec ce thème.



FOOTBALL / ALGÉRIE

Djamel Belmadi positif au Covid-19



Le sélectionneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, a été testé positif au Covid-19, a indiqué hier la Fédération algérienne de football (FAF), au lendemain de l'annonce de la contamination du président Kheireddine Zetchi.

"Le président de la Fédération algérienne de football et les membres du Bureau fédéral sou-

haitent un prompt rétablissement aux quelques joueurs de la sélection nationale ainsi qu'au sélectionneur Djamel Belmadi qui ont été contaminés à la COVID-19", indique l'instance dans un communiqué publié sur son site officiel. Outre Zetchi et Belmadi, quatre internationaux algériens, à savoir Ramy Bensebaïni (Borussia Monchengladbach/Allemagne), Yacine Brahimi

(Al-Rayyan Sport/Qatar), Aïssa Mandi (Real Betis/Espagne) et Izzedine Doukha (Raed/Arabie saoudite) avaient été testés positifs au Covid-19 la semaine dernière, au retour du stage des "Verts", ponctué par deux matchs contre le Zimbabwe (3-1, 2-2) pour le compte des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021.

BARCELONE

Accord pour une baisse de salaire de 122 millions d'euros

Le FC Barcelone est parvenu à un accord de principe avec les représentants des joueurs pour une baisse salariale de 122 millions d'euros cette saison, dans un contexte de crise due au coronavirus, a annoncé le club vendredi.

"Aujourd'hui, les parties sont parvenues à un accord de principe qui permet un ajustement du coût salarial pour la saison en cours, d'un montant de 122 M EUR", a indiqué le club dans un communiqué.

Cet accord de principe est encore soumis à une "ratification dans les prochains jours de la part du collectif de joueurs et de techniciens". A cette baisse de salaire s'ajoute "le report pour trois ans de la rémunération variable de cette saison, budgétisée à environ 50 M EUR", a précisé le club catalan.

Cet accord représente un ballon d'oxygène pour le Barça, alors que Carles Tusquets, à la tête du club depuis la démission du président Josep Maria Bartomeu, a estimé que sa situation économique "n'est pas dramatique, mais très préoccupante".

Le Barça, qui présente l'une des plus grosses masses salariales en Europe, a été lourdement frappé par la pandémie de coronavirus qui l'a privé de nombreuses ressources, comme les recettes au guichet du Camp Nou, et l'a contraint à réduire ses coûts.

Restaurer la santé financière sera l'une des missions du nouveau président du club qui doit être élu le 24 janvier. Un 8e candidat a confirmé vendredi qu'il brigait la présidence, en la personne de Joan Laporta, président entre 2003 et 2010.

Sous la présidence Laporta, le Barça a remporté 12 titres majeurs, dont deux Ligues des champions (2006, 2009) et quatre Championnats d'Espagne (2005, 2006, 2009, 2010).

JOAN LAPORTA VEUT REDEVENIR PRÉSIDENT DU FC BARCELONE

L'ancien président du FC Barcelone, Joan Laporta, va se présenter aux prochaines élections du club catalan, prévues le 24 janvier, a annoncé vendredi son responsable de campagne, Lluís Carrasco.

"Sept pré-candidats, un président. Si vous voulez que le Barça redeviennne le Barça, Laporta arrive avec la force et le crédit de notre histoire.

Diriger sa campagne est un privilège. Si tu aimes le Barça, suis-le !", a écrit Carrasco sur Twitter.

Ce message confirme clairement que Laporta veut revenir à la présidence du Barça, un poste qu'il avait occupé entre 2003 et 2010. Il a prévu de présenter officiellement sa candidature lundi matin à Barcelone.

Cet avocat de profession, ardent défenseur de l'indépendance catalane, a été député au parlement régional et conseiller municipal de Barcelone. Il avait été battu pour la présidence en 2015 par Josep Maria Bartomeu, qui vient de démissionner.

Sous la présidence Laporta, le Barça a remporté 12 titres majeurs, dont deux Ligues des champions (2006, 2009) et quatre Championnats d'Espagne (2005, 2006, 2009, 2010). Laporta est le 8e candidat à la présidence du FC Barcelone suite à la démission de Bartomeu. Parmi eux, Toni Freixa, qui avait collaboré avec Laporta, Victor Font, Emili Rousaud et Xavi Vilajoana.

D'autres candidats à cette présidence sont Jordi Farré, qui avait dirigé la campagne de censure de Bartomeu, Louis Fernandez Allet Pere Riera.

R.S

FOOT/ MONDIAL-2022 (ÉLIMINATOIRES) EUROPE

La Fifa officialise des dix têtes de série

La Fédération internationale de football (Fifa) a officialisé vendredi les dix têtes de série européennes, en vue du tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, prévu le 7 décembre prochain.



L'équipe de France, championne du monde en titre, se retrouve comme tête de série au côtés de la Belgique et Portugal, de l'Angleterre, de l'Espagne ou encore de l'Allemagne, dans un ordre défini par le classement mondial de l'instance mondiale. Un tirage difficile pourrait mettre aux prises les joueurs entraînés par Didier Deschamps avec la Suisse, la Suède ou la Turquie,

présentes dans le chapeau 2, ainsi que la Russie, la Hongrie ou l'Islande (chapeau 3). Treize sélections européennes seront qualifiées pour le Mondial au Qatar (21 novembre-18 décembre 2022): les premiers dix groupes, ainsi que trois autres déterminées par des barrages opposant entre elles les deuxièmes plus deux équipes issues de la Ligue des nations. Les éliminatoires se joueront

entre mars et novembre 2021. La liste des six pots : Chapeau 1: Belgique, France, Angleterre, Portugal, Espagne, Italie, Croatie, Danemark, Allemagne, Pays-Bas Chapeau 2: Suisse, Pays de Galles, Pologne, Suède, Autriche, Ukraine, Serbie, Turquie, Slovaquie, Roumanie Chapeau 3: Russie, Hongrie, Eire, République tchèque, Norvège, Irlande du Nord, Islande, Ecosse,

Grèce, Finlande Chapeau 4: Bosnie-et-Herzégovine, Slovaquie, Monténégro, Macédoine du Nord, Albanie, Bulgarie, Biélorussie, Géorgie, Luxembourg Chapeau 5: Arménie, Chypre, Iles Féroé, Azerbaïdjan, Estonie, Kosovo, Kazakhstan, Lituanie, Lettonie, Andorre Chapeau 6: Malte, Moldavie, Liechtenstein, Gibraltar, Saint-Marin.

TOKYO-2020

Les épreuves tests vont reprendre en mars

Les tests olympiques reprendront en mars, ont indiqué vendredi les organisateurs de Tokyo-2020, alors qu'ils poursuivent leurs plans pour organiser les Jeux cet été malgré la hausse des infections au coronavirus dans le monde. La majorité des épreuves, qui vont office de répétition générale pour chaque sport, ont déjà eu lieu avant la prise de décision historique en mars dernier de décaler d'un an les JO, au moment où la pandémie se répandait sur la planète.

Mais 18 d'entre elles doivent encore avoir lieu, du water-polo au cyclisme sur piste, y compris une répétition du marathon olympique qui a été déplacé de Tokyo à la ville de Sapporo, dans le nord du pays. Un rôle important des tests, dont la plupart sont prévus entre avril et mai, sera d'éva-

luer les mesures mises en place dans le cadre du plan d'urgence lié au Covid-19, a déclaré Yasuo Mori, directeur exécutif adjoint du Bureau des opérations des Jeux. "Pour les grands tests de type compétition, des athlètes viendront au Japon de l'étranger, et (ces tests) se dérouleront probablement avec des spectateurs", a-t-il déclaré aux journalistes. Le public ne viendra pas de l'étranger et il n'est pas encore décidé combien de spectateurs assisteront à chaque événement, a-t-il ajouté. La recrudescence des infections et les nouvelles mesures de confinement dans le monde entier ont suscité un regain de scepticisme quant à la possibilité d'organiser les Jeux olympiques si la pandémie n'est pas maîtrisée avant la cérémonie d'ouverture, désormais prévue pour le 23 juillet 2021. Le patron du

CIO Thomas Bach a assuré la semaine passée qu'il était "très, très confiant" dans le fait que les spectateurs puissent assister aux Jeux de Tokyo.

Et il s'est engagé à ce que le plus grand nombre possible d'athlètes participants soient vaccinés, si un vaccin est disponible, sans que ce ne soit toutefois une obligation. Le Japon a connu une épidémie de nouveau coronavirus relativement faible comparée à beaucoup d'autres nations, avec un peu plus de 2.000 décès et 137.000 cas confirmés.

Mais le pays est actuellement confronté à une troisième vague de cette maladie respiratoire, avec un nombre record d'infections quotidiennes enregistré dans toutes les régions au cours des derniers jours.

R.S

ATHLÉTISME

La saison internationale 2021 débutera dans le stade olympique de Tokyo

Le meeting de Tokyo, organisé dans le nouveau stade olympique de la capitale japonaise, ouvrira la saison internationale d'athlétisme le 9 mai 2021, à deux mois et demi des Jeux olympiques, a annoncé vendredi World Athletics. Membre du "Continental Tour Gold", la deuxième division des meetings internationaux après la Ligue de diamant (qui ne dé-

butera que le 23 mai à Rabat), le meeting de Tokyo servira d'"événement test" avant les JO, reportés à l'été 2021 (23 juillet - 8 août) en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. "Pour la plupart des athlètes appelés à concourir, ce meeting leur offrira un premier aperçu des installations exceptionnelles qui accueilleront les compétitions d'athlétisme ainsi que les cérémonies

d'ouverture et de clôture des Jeux", note la fédération internationale dans un communiqué. Le stade olympique de Tokyo et ses 60.000 places avait accueilli un premier meeting d'athlétisme le 23 août dernier avec un plateau d'athlètes quasi exclusivement japonais et à huis clos en raison de la crise sanitaire.

R.S

FOOT / LIGUE 1 (1RE JOURNÉE)

Quatre matchs nuls, un coup d'épée dans l'eau

Après huit mois de repos forcé imposés par la pandémie de coronavirus (Covid-19), le championnat d'Algérie de Ligue 1 de football a repris timidement ses droits, vendredi, avec le déroulement de quatre rencontres pour le compte de la 1re journée de la saison 2020-2021.



A coup sûr, l'absence du public, pour cause de "Coronavirus", a pesé lourd dans la balance, puisque les quatre matches se sont soldés sur un score de parité. On peut dire que les équipes visiteuses sont les principales bénéficiaires de cette journée inaugurale, dont le nouveau promu, le WA Tlemcen qui a forcé les locaux de CS Constantine au partage des points, au moment où les "Sanafirs" sous la conduite de leur entraîneur Abdelkader Amrani, sont donnés comme l'un des favoris pour la course au titre. Le MC Oran, version "Casoni" a obtenu un précieux point à Alger, devant le NA Hussein Dey (1-1). L'Oranais Abdelkader Boutiche détient tout de même, le titre honorifique du premier buteur de la saison "2020-21", un but inscrit sur penalty (44e). Les "Sang et Or" auteurs

d'un nombre record de recrues, lors du mercato estival, se sont contentés d'égaliser dès la reprise par Si Ammar (46e). Le Paradou AC qui continue de puiser dans son véritable centre de formation, a obtenu également un précieux point sur le terrain du nouveau promu le RC Relizane, désormais dirigé par l'ancien international, Si Tahar Chérif El-Ouzzani. Les Relizanais qui attendent avec impatience la qualification de leurs nouvelles recrues ont répondu par Hatala (43e) au but inaugural du Paciste de Ben Bouali (17e). Enfin, le dernier match inscrit au programme de vendredi, a vu la JS Kabylie, dont l'effectif a été largement remanié, buter sur la solide défense du CA Bordj Bou Arreridj du coach Bilel Dziri, également confronté à la non qualification de ses

nouvelles recrues et qui a perdu lors de l'intersaison, ses deux joueurs étrangers: l'Ivoirien Isla parti au MC Alger et le Soudanais El-Ghorbal de retour au Soudan et plus précisément à El-Hillal, après l'échec de son transfert au "Doyen". La journée de samedi, verra le déroulement de quatre autres rencontres, dont le choc "USM Alger-ES Sétif", alors que deux matches sont reportés à une date ultérieure: USM Bel-Abbès - MC Alger et AS Ain M'lila - CR Belouizdad, les deux clubs algérois étant engagés au tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions d'Afrique. Le MCA sera en appel au Bénin pour croiser le fer samedi (17h00) avec les Buffles du Borgou, alors que le Chabab accueillera dimanche les Libyens d'Al-Nasr au stade olympique du 5-Juillet (17h00).

HAND/ DIVISION D'EXCELLENCE

Kheraïfia nouvel entraîneur de l'Olympique El-Oued

Le technicien Habib Kheraïfia est devenu le nouvel entraîneur de l'Olympique El-Oued, en remplacement d'Ahcène Ait Abdesslam, a annoncé le club pensionnaire du championnat d'Excellence de handball, jeudi soir sur sa page officielle Facebook. Il s'agit d'un re-

tour au bercail pour Kheraïfia, qui avait déjà dirigé par le passé la barre technique de la formation du sud. "Kheraïfia avait dirigé l'équipe, avec laquelle il avait réalisé d'excellents résultats et jouer les premiers rôles en championnat. On souhaite que le club puisse retrouver sa place qui le

sied et la réussite au coach dans sa nouvelle mission", a indiqué le club dans un communiqué. Pour rappel, Kheraïfia avait occupé le poste de directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de handball (FAHB) sous l'ère de l'ancien président Saïd

Bouamra, avant de démissionner en 2015. Avant la suspension du championnat en mars dernier, en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), les gars d'El-Oued occupaient la dernière place de la poule B, dominée par le GS Pétroliers.

R.S

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL (FAF)

Lancement prochain d'une école des gardiens de but

La direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) compte créer la première école des gardiens de but au sein de la deuxième académie qui sera installée au Centre technique régional (CTR) de Sidi Bel-Abbès, indique samedi un communiqué de la FAF. Le directeur technique national, Chafik Ameur, présentera le projet de cette école lors de la prochaine réunion du bureau fédéral de la FAF pour examen et validation, souligne la même source. "Ce projet, qui débutera avec une dizaine de jeunes gardiens de but (scindés en deux groupes avec des garçons nés en 2006 et 2007), s'inscrit dans le cadre du plan de développement du football national et de la mise en œuvre des recommandations du symposium sur le renouveau du football national organisé par la FAF les 11 et 12 décembre 2017 à Alger, notamment l'atelier formation et développement.", conclut le communiqué de la FAF.

R.S

ELECTIONS DU CONSEIL DE LA FIFA

Zetchi s'attend à "une rude concurrence"

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a indiqué vendredi qu'il s'attendait à "une rude concurrence", lors de l'élection des représentants africains au Conseil de la Fédération internationale (FIFA), prévus lors de l'Assemblée générale électorale de la Confédération africaine de football (CAF), le 12 mars 2021 à Rabat (Maroc). "Les choses ne se font pas de tout repos, mais je suis persuadé que les choses ne vont pas s'arrêter là par rapport à la suspension que vient d'écooper Ahmad Ahmad (président de la CAF, ndlr). La concurrence sera très rude avec deux personnes (Lekdjaâ et Abo Rida, ndlr), qui ont une grande expérience sur le plan afri-

caïn", a déclaré le patron de la FAF sur les ondes de la radio nationale. Outre Zetchi, les trois autres candidats pour les deux sièges libérés en fin de mandat de quatre ans par le Tunisien Tarek Bouchamaoui et l'Égyptien Hani Abo Rida sont: le Marocain Fawzi Lekdjaâ, l'Équato-guinéen Gustavo Ndong et Abo Rida, ce dernier brigue un second mandat. "Je sais que je n'ai pas choisi la façon simple en se portant candidat pour les élections du Conseil de la Fifa, mais je pense que beaucoup de choses vont bouger d'ici au mois de mars 2021. Je vais mettre en place une stratégie pour essayer de nous donner le maximum de chances à cette élection", a-t-il ajouté. Le président de la FAF a révélé

que la "plupart des fédérations africaines", souhaitent "un vent de changement" au sein de la CAF, qualifiant la gestion sous l'ère d'Ahmad Ahmad de "catastrophique". "Le football africain a besoin de changement, de sang nouveau, d'une nouvelle ère. Je ne pense pas aujourd'hui que les fédérations nationales membres de la CAF soient très contents du mode de gouvernance de cette instance, que je qualifie de catastrophique en matière de gestion. J'ai parlé avec beaucoup de présidents de fédérations africaines, la plupart ne sont vraiment pas contents de ce qui se passe jusque-là. Ils veulent un vent de changement, que je vais essayer de représenter". Enfin, Kheireddine Zetchi a com-

menté la suspension infligée par la commission d'éthique de la Fifa au président de la CAF Ahmad Ahmad, interdit de toute activité relative au football (administrative, sportive et autre) durant cinq années, aux niveaux national et international, pour manquement à son devoir de loyauté, détournements de fonds, acceptation et distribution de cadeaux ou autres avantages, et abus de pouvoir. "Je m'attendais vraiment à ce que le président de la CAF soit suspendu par la Fifa. C'est une décision qui confirme une gestion pas tout à fait normale de cette instance ces quatre dernières années. Nous avons besoin d'une gestion beaucoup plus rigoureuse du football africain", a-t-il conclu.

R.S

Brèves

IRAQ

Quatre morts le jour d'une manifestation des pro-Sadr

Quatre personnes ont été tuées et des dizaines blessées vendredi dans des affrontements entre manifestants rivaux dans le sud de l'Irak, où le leader chiite Moqtada Sadr avait appelé ses partisans à une démonstration de force, à sept mois des législatives.

Il y a un an, en octobre 2019, manifestants anti-pouvoir et sadristes descendaient ensemble dans les rues de Bagdad et de toutes les villes du Sud pour la première révolte spontanée du pays, à l'ampleur inégalée.

Depuis, les deux camps se sont divisés, un nouveau gouvernement a été nommé et le Premier ministre, Moustafa al-Kazimi, a promis des législatives anticipées en juin, attisant les appétits de tous les politiciens dans l'un des pays les plus corrompus au monde.

A l'approche de ce scrutin à l'issue duquel Moqtada Sadr, qui tient déjà le premier bloc au Parlement, a prévenu que sa formation entendait prendre les rênes du gouvernement, les tensions montent de nouveau.

THAÏLANDE

Manifestation à Bangkok pour un changement de gouvernement

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi à Bangkok pour exiger un changement de gouvernement par la voie démocratique, ont rapporté des médias.

Quelque 5.000 manifestants se sont regroupés sous un pont routier dans le nord de la capitale, demandant la démission du Premier ministre, le général Prayut Chan-O-Cha, une réécriture de la Constitution jugée trop favorable à l'armée ainsi qu'une réforme de la royauté.

Le général Prayut, arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat en 2014, a exclu cette semaine la possibilité d'être évincé du pouvoir ou l'éventualité d'une imposition de la loi martiale.

Les manifestants ont fait passer au-dessus de leurs têtes de gros canards gonflables de piscine symbolisant les militaires qui selon eux passent par dessus le peuple pour dominer la vie politique en Thaïlande. Un autre groupe arborait des portraits de généraux qui ont mené dans le passé des coups d'Etat, avant de les brûler.

Le chef de l'armée Narongphan Jittkaewtae a rejeté les rumeurs de coup d'Etat affirmant que les chances que se produise un autre putsch étaient "inférieures à zéro". Depuis que la Thaïlande est devenue une démocratie en 1932, une dizaine de coups d'Etat ont eu lieu dans le pays. Des rumeurs concernant la possibilité d'un nouveau coup d'Etat circulent depuis le début en juillet du mouvement pro-démocratie.

IRAN

Rohani accuse le "mercenaire" Israël de l'assassinat d'un scientifique de haut rang



Le président iranien Hassan Rohani a accusé samedi Israël d'avoir agi comme "mercenaire" des Etats-Unis en assassinant vendredi près de Téhéran un scientifique de haut rang dans le programme nucléaire de Téhéran.

"Une fois de plus, les mains impitoyables de l'arrogance mondiale,

avec le régime sioniste usurpateur comme mercenaire, sont souillées du sang d'un fils de cette nation", a dénoncé M. Rohani dans un communiqué publié sur son site officiel, faisant référence à l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh.

L'Iran utilise en général l'expression "arrogance mondiale" pour

désigner les Etats-Unis. Mohsen Fakhrizadeh, 59 ans, a succombé à ses blessures après l'attaque menée contre sa voiture avec un véhicule chargé d'explosifs et des tirs d'assailants, pris à partie par ses gardes du corps, a annoncé vendredi le ministère de la Défense.

Il a précisé que le scientifique

était chef du département recherche et innovation du ministère.

M. Rohani s'est engagé à ce que son décès "ne perturbe pas" les progrès scientifiques de son pays, et affirmé que cet assassinat était dû à "la faiblesse et à l'incapacité" des ennemis de Téhéran d'empêcher leur développement.

CHILI

Des milliers de manifestants demandent la démission du président

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Santiago du Chili, réclamant la démission du président conservateur Sebastian Piñera, dans un contexte de résurgence des protestations et des violents affrontements avec la police.

Quelque 10.000 personnes, convoquées sur les réseaux sociaux, se sont rassemblées dans les rues près du siège du gouvernement, protégé par une forte présence policière, pour marcher sur l'avenue Alameda, l'artère principale de la capitale chilienne. La police a utilisé des gaz et des canons à eau

pour disperser des groupes d'hommes cagoulés qui leur jetaient des pierres et ont incendié des arrêts de bus.

Des dizaines de manifestants ayant respiré les produits chimiques vomissaient et s'effondraient sur le sol.

"Le Chili entier va continuer à descendre dans la rue, jusqu'à ce que président démissionne, tant qu'il ne quittera pas ses fonctions, le Chili va continuer à se mobiliser, non seulement à Santiago, mais partout dans le pays", a déclaré Andrea Molina, une manifestante de 36 ans employée dans un magasin.

FRANCE

Macron dénonce le tabassage d'un homme noir par des policiers

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé vendredi "l'agression inacceptable" d'un homme noir par des policiers à Paris, des "images qui nous font honte" et demandé au gouvernement de "lui faire rapidement des propositions" pour "lutter plus efficacement contre toutes les discriminations". "La France ne doit jamais laisser prospérer la haine ou le racisme", a-t-il dit dans une déclaration sur les réseaux sociaux, en réclamant "une police exemplaire avec les Français" mais aussi "des Français exemplaires avec les forces de l'ordre".

USA

Le ministre de la Défense s'est rendu en Somalie

Le ministre américain de la Défense par intérim, Chris Miller, s'est rendu vendredi en Somalie, a annoncé le Pentagone, alors que les Etats-Unis envisagent de retirer leurs troupes de ce pays. M. Miller "a célébré Thanksgiving avec le personnel militaire et des contractuels à Camp Lemonnier, à Djibouti, et à Mogadiscio, en Somalie", a indiqué le ministère de la Dé-

fense dans un communiqué. Lors de son séjour dans ces deux pays, M. Miller a "réaffirmé la détermination des Etats-Unis à affaiblir les organisations extrémistes violentes qui menacent les intérêts américains, nos partenaires et alliés dans la région", précise le communiqué. Il a aussi souligné "l'importance que les efforts de la communauté internationale se

poursuivent sur ce front". La visite de M. Miller intervient après l'annonce, la semaine dernière, de la mort d'un agent de la CIA en Somalie, où quelque 700 soldats des forces spéciales américaines forment et conseillent l'armée somalienne face aux terroristes shebab, affiliés à Al-Qaïda. Le ministère de la Défense envisage de réduire sa présence en Somalie, dans le cadre de la

volonté de l'administration Trump de se désengager de certaines zones de conflit pour repositionner ses forces en fonction des principaux adversaires des Etats-Unis. Mais les terroristes shebab restent une menace importante en Somalie et dans la région, comme l'a encore affirmé un rapport rendu public mercredi par l'inspecteur général du ministère américain de la Défense.

ASSASSINAT D'UN SCIENTIFIQUE IRANIEN

Israël cherche à créer le "chaos", selon Rohani

Hassan Rohani a accusé hier Israël de se cacher derrière l'assassinat d'un scientifique de premier rang, spécialiste du nucléaire. Selon le président iranien, l'État hébreu aurait agi pour le compte des États-Unis.

De son côté, le guide suprême, Ali Khamenei, a appelé à "punir" les responsables. Plusieurs scientifiques spécialisés dans le domaine nucléaire en Iran ont été assassinés ces dernières années. "Une fois de plus, les mains impitoyables de l'arrogance mondiale, avec le régime sioniste usurpateur comme mercenaire, sont souillées du sang d'un fils de cette nation", a dénoncé Hassan Rohani, dans un communiqué. L'Iran utilise en général l'expression "arrogance mondiale" pour désigner les États-Unis. De son côté, l'ayatollah Khamenei a plaidé pour que "suite soit donnée à ce crime et, à coup sûr, pour punir les auteurs et les responsables et [...] continuer les efforts scientifiques et techniques de ce martyr dans tous les domaines où il travaillait", selon un communiqué publié sur son site officiel. Mohsen Fakhrizadeh, 59 ans, a succombé à ses blessures après l'attaque menée contre sa voiture avec un véhicule chargé d'explosifs et des tirs d'assauts, pris à partie par ses gardes du corps, a annoncé vendredi le ministère de la Défense, précisant que le scientifique était chef du département recherche et innovation du ministère. Hassan Rohani s'est engagé à ce que son décès "ne perturbe pas" les progrès scientifiques de son pays. Selon lui, cet assassinat est dû à "la faiblesse et à l'incapacité" des ennemis de Téhéran d'empêcher leur développement.

"CRÉER LE CHAOS"

Dans une intervention télévisée, il a ensuite accusé l'État hébreu de vouloir "créer le chaos, mais ils devraient savoir que nous les avons démasqués et qu'ils ne réussissent pas". "La nation iranienne est trop intelligente pour tomber dans le piège de la conspiration mise en place par les sionistes", a-t-il lancé. Le Hezbollah, mouvement armé pro-iranien, considéré comme une organisation "terroriste" par



Washington, a "fermement condamné" hier cet assassinat. Il a dénoncé les assassinats menés par des "gangs meurtriers et terroristes pour empêcher la République islamique d'obtenir les ressources de fierté et de puissance et de préserver le progrès scientifique et son indépendance politique et intellectuelle". Le ministre de la Défense, Amir Hatami, a relevé vendredi soir à la télévision que Mohsen Fakhrizadeh avait eu un "rôle marquant dans les innovations de défense". "Il gérait la défense nucléaire et faisait un travail considérable", a-t-il ajouté, sans autre précision.

ARME NUCLÉAIRE

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, avait accusé,

dès vendredi, Israël d'avoir joué un "rôle" dans cet "acte terroriste". "Des terroristes ont assassiné aujourd'hui un éminent scientifique iranien. Cette lâcheté - avec des indications sérieuses du rôle d'Israël - montre le bellicisme désespéré de ses auteurs", a tweeté le ministre. Le scientifique avait été qualifié par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, de père du programme iranien d'armement nucléaire. Le département d'État américain avait indiqué, en 2008, que Mohsen Fakhrizadeh menait "des activités et des transactions contribuant au développement du programme nucléaire de l'Iran". À deux mois de la fin de son mandat, le président Donald Trump a sondé de hauts responsables américains sur la possibilité "d'agir" contre un site nucléaire iranien, selon

le quotidien américain New York Times qui a affirmé le 17 novembre que ceux-ci l'en avaient dissuadé. Cet assassinat intervient moins de deux mois avant l'investiture du démocrate Joe Biden à la présidence des États-Unis. Il entend changer de posture vis-à-vis de l'Iran après les quatre années de présidence Trump, qui s'est retiré en 2018 de l'Accord sur le programme nucléaire iranien signé trois ans plus tôt. Les États-Unis, dans le cadre de leur politique de "pression maximale", ont ensuite rétabli puis durci les sanctions contre l'Iran. Plusieurs scientifiques spécialisés dans le domaine nucléaire en Iran ont été assassinés ces dernières années; Téhéran en attribuant systématiquement la responsabilité à Israël.

R.I

RUSSIE

La visite de Pompeo au Golan occupé est une "négligence" du droit international

La Russie a qualifié vendredi, la récente visite du secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, effectuée dans les hauteurs occupées du Golan, comme une "négligence" du droit international, ont rapporté des médias palestiniens. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, cité par l'agence palestinienne de presse, Wafa, a indiqué que la récente visite de Pompeo au Golan était "une autre manifestation du manque de respect" de Washington pour le droit international.

La Russie considère les hauteurs du Golan comme un territoire occupé par Israël et que les colonies israéliennes y sont construites illégalement, a réaffirmé Mme Zakharova. "Nous considérons cela comme une autre manifestation de l'attitude manifestement dédaigneuse des États-Unis à l'égard des principes juridiques internationaux mondialement reconnus du règlement au Moyen-Orient", a déploré la porte-parole de la diplomatie russe. Pour Mme Zakharova, les tentatives de l'Administration américaine de donner une légitimité aux colonies israéliennes illégales, "sont en contradiction avec la Charte des Nations unies, la sécurité de l'ONU et les résolutions du Conseil". La visite de Mike Pompeo, effectuée mi-novembre au niveau de l'une des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, a vivement été critiquée et condamnée par les Palestiniens et la communauté internationale.

R.I

ETHIOPIE

L'armée lance son offensive sur la capitale du Tigré

Dans "tirs à l'arme lourde" ont touché hier Mekele, la capitale de la région dissidente du Tigré (nord) où l'armée éthiopienne mène une opération militaire, ont affirmé les autorités locales, qui y sont retranchées. L'information a été confirmée à l'AFP par deux responsables humanitaires ayant des équipes dans cette ville qui comptait 500 000 habitants avant le début du conflit. Trois semaines après le début des combats, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a ordonné jeudi à l'armée d'enclencher la "dernière phase" de l'opération militaire démarrée le 4 novembre, en lançant une offensive sur Mekele, le fief des dirigeants du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qu'il combat. L'armée fédérale "a commencé à toucher avec des armes lourdes et de l'artillerie le centre de Mekele, qui abrite une importante population et des organisations de développement", ont déclaré les autorités tigréennes dans un communiqué diffusé hier à la télévision locale, Tigray TV. "Hier, de la même manière, de nombreux secteurs de Mekele ont été bombardés par des avions militaires", affirmait-elles également. Le gouvernement local appelle la communauté internationale "à condamner les attaques d'artillerie et d'avions militaires et

les massacres" commis sur "les civils et les infrastructures" par M. Abiy et par Issaias Afewerki, le président érythréen, qu'il accuse d'aider Addis Abeba. Le gouvernement tigréen a promis "une réponse proportionnée".

"MAINTENIR L'ORDRE"

Vendredi soir, au moins une roquette tirée depuis le Tigré a ciblé la capitale de l'Erythrée, Asmara, ont indiqué à l'AFP quatre diplomates basés dans la Corne de l'Afrique. Elle serait, selon l'un d'eux, tombée "au sud d'Asmara". D'éventuels victimes ou dégâts ne sont toujours pas connus. Le TPLF, qui avait visé Asmara il y a dix jours avec des armes similaires, accusant l'Erythrée de servir de base à l'armée éthiopienne, n'a pas revendiqué ce tir.

NI L'ETHIOPIE, NI L'ERYTHREE N'ONT REAGI POUR LE MOMENT.

Hier matin, l'armée éthiopienne a affirmé sur la radio-télévision Fana BC, affiliée au pouvoir, qu'elle contrôlerait dans "quelques jours" Mekele. Elle déclarait contrôler plusieurs localités des environs, dont celle d'Agula, à moins de 40 km au nord de la capitale régionale, mais n'avait pas précisé

si des combats avaient déjà lieu à Mekele. La vérification sur le terrain et de source indépendante des affirmations de l'un et l'autre camp est difficile, le Tigré étant quasiment coupé du monde depuis le début du conflit. Vendredi, sur Tigray TV, les autorités tigréennes avaient appelé leurs administrés à se battre, affirmant que l'armée fédérale bombardait leurs "villes et villages", en y "infligeant de lourds dégâts". Inquiète d'une propagation du conflit à l'échelle régionale, la communauté internationale a également alerté sur de possibles "crimes de guerre" en Ethiopie et tenté de faire pression sur M. Abiy pour qu'il accepte une médiation. L'UA, dont le siège est à Addis Abeba, a nommé en ce sens trois envoyés spéciaux, les anciens présidents mozambicain, Joaquin Chissano, libérien, Ellen Johnson-Sirleaf et sud-africain, Kgalema Motlanthe. Après les avoir rencontrés vendredi, M. Abiy a exprimé sa "gratitude" mais a rappelé que son gouvernement avait "la responsabilité constitutionnelle de maintenir l'ordre (au Tigré) et à travers le pays". L'UA a remercié, dans un communiqué, M. Abiy d'avoir reçu ses émissaires, à qui ce dernier a affirmé que l'opération militaire "ne durerait pas longtemps", qu'un comité allait être établi pour "répondre aux besoins hu-

manitaires essentiels" et qu'un corridor humanitaire "allait être identifié et annoncé".

"PLUSIEURS MILLIERS DE MORTS"

Aucun bilan précis des combats au Tigré n'est jusqu'ici disponible, mais le centre de réflexion International Crisis Group (ICG) a estimé vendredi que "plusieurs milliers de personnes sont mortes dans les combats". Par ailleurs, plus de 43 000 Ethiopiens ont fui au Soudan voisin, selon le HCR, l'agence onusienne chargée des réfugiés. Un nombre indéterminé de personnes se déplacent également à l'intérieur du Tigré, et de l'Ethiopie. Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué vendredi avoir comptabilisé au moins 2 000 déplacés dans le nord-est du pays. Les tensions entre M. Abiy et le TPLF, qui a dominé pendant près de trois décennies l'appareil politique et sécuritaire de l'Ethiopie, n'ont cessé de croître depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre en 2018. Elles ont culminé avec l'organisation au Tigré en septembre d'un scrutin régional qualifié "d'illégitime" par Addis Abeba, puis avec l'attaque, début novembre, de deux bases de l'armée fédérale attribuée aux forces du TPLF, ce que dément ce dernier.

AFP

L'ascenseur israélien est au sous-sol avec Biden et il ne va pas remonter pour Trump

À l'occasion de cette 46e élection présidentielle étatsunienne, les commentateurs de la scène politique au Proche-Orient et aux États-Unis ratent une belle occasion de moderniser leur arsenal d'analyse et de narration concernant l'empire Américain, le mythique «peuple juif» (sic), l'État néocolonial israélien, et sa guerre contre les peuples arabes.

Amorcé sous le règne d'Obama (le musulman) (sic) la nouvelle tangente que prend la politique américaine au Moyen-Orient s'est poursuivie sous Trump et se poursuivra sous Biden l'homme de paille du grand capital étatsunien tétanisé. Comme le déclame Gilad Atzmon, un observateur perspicace du conflit israélo-arabe : «La question n'est pas Trump ou Biden». (1) Mais quel est donc la question alors? L'axe central de cette nouvelle tangente repose sur le constat fait par les États-Unis que l'empire est en crise économique profonde et durable. L'urgence est de plus en plus pressante de sauver ce qui peut l'être des restes du navire amiral continental avant que le concurrent chinois ne rafle la mise.

https://les7duquebec.net/archives/260155
Le continent Amérique n'a plus les moyens financiers, même pas sanitaires et sociaux, de ses ambitions économiques, politiques et diplomatiques qui reposent essentiellement sur ses forces militaires que le pays finance à crédit depuis des décennies... et justement, les billets verts n'inspirent plus confiance aux fournisseurs.

C'est dans ce contexte géopolitique mondial troublé que s'inscrit la problématique de la petite enclave étatsunienne au Levant (Israël = 22000 km2, 9,2 millions h. PIB de 370 millions USD) L'Amérique, qui au temps de sa gloire triomphante se servait de la base militaire israélienne comme d'un porte-avions insubmersible pour imposer ses diktats dans la région, ne songe plus qu'à se retirer de ce guépier coûteux et sans intérêt stratégique.

En effet, sans intérêt stratégique mondial depuis que les É.-U. sont devenus le premier pays producteur d'énergie fossile, pétrole que les É.-U. ont tant de difficulté à fourguer (trop de pétrole sur les marchés à des prix déprimés), et depuis que les banquiers ont démontré qu'aujourd'hui on ne contrôle plus le commerce des hydrocarbures avec des porte-avions et des bases militaires coûteuses et inefficaces, mais par le contrôle des marchés boursiers et l'émission-gestion des pétrodollars. Ainsi, pas une bombe n'a été lancée contre l'Iran qui pourtant ploie sous les sanctions commerciales et financières américaines illégales et illégitimes.

Ainsi, en Syrie ce ne sont pas les soldats du petit gendarme du Levant (Israël) qui ont mené la guerre civile. Ce sont des mercenaires pseudodjihadistes entraînés et payés par les alliés de l'oncle Sam, et ces mercenaires ont été décimés par les bombes russes, sans protection de l'armée américaine qui a ainsi démontré qu'elle désirait se retirer militairement de la région. Aussi, le chef des armées confédérées a-t-il concocté une alliance israélo-arabe au bénéfice de sa

milice supplétive et au bénéfice de ce camp retranché encerclé par 200 millions d'autochtones. Venons-en à l'AIPAC, au Likoud, aux quelques centaines de milliers de votes « juifs » (sic) américains essayés parmi 240 millions de votes et aux autres fausses racistes à propos du contrôle « juif » et sioniste de l'économie, de la finance, de la politique, de la justice, de la diplomatie et de l'armée américaine pour l'éternité aux dires des analystes spéculatifs.

Une économie de 370 milliards de dollars US (PIB 2020), une population de 9 millions d'individus, entassés sur 22000 km2 ne peut contrôler ni gouverner, une économie de 21000 milliards de dollars et une population de 328 millions d'individus essayée sur 9,800,000 km2 quoiqu'en disent les géopoliticiens. Si hier les politiciens américains laissaient courir le bruit qu'ils étaient au service de la petite entité hystérique (grande comme le Rhode Island) et s'ils se prosternaient aux congrès de l'AIPAC, sous Donald Trump les choses ont changé. Comme l'écrit Israël Shamir: «Le président Trump a donné à Israël tout ce qu'il pouvait souhaiter; il espérait qu'en retour, les Juifs lui donneraient l'Amérique pour un second mandat. Un simple échange de cadeaux, mais cela n'a pas fonctionné comme prévu. Mais le plan de Trump, qui consistait à souder les Juifs américains en comblant Israël de cadeaux, a complètement échoué» (2). En réalité, Trump, monsieur «America Firsts», a fait les derniers cadeaux qu'il pouvait à la base militaire américaine au Levant avant de l'abandonner à son sort... ce que les sionistes américains et israéliens ont compris.

Il ne faut pas s'y tromper, l'administration Trump ne déteste pas l'Autorité palestinienne sans autorité, il la méprise et la considère comme une bande de laquais disposés à signer n'importe quel traité pourvu qu'ils soient assurés de recevoir leurs aumônes de l'ONU, de l'UE et des É.-U. C'est le peuple palestinien – particulièrement à Gaza – qui empêche ces troufions de signer le chiffon de papier prénommé « Deal du siècle » par lequel Donald Trump espérait liquider l'hypothèque israélienne qui pèse sur les épaules des gouvernements américains depuis 1967.

Contrairement à la gauche bourgeoise occidentale que Gilad Atzmon décrit ainsi: «Une fois de plus, c'est la soi-disant « gauche » qui a fourni les munitions. Au lieu de l'ancien mantra de la gauche qui appelait à nous unir, ramassés dans un poing de colère prolétarienne, indépendamment de notre race, couleur de peau, sexe ou ethnicité, la « Nouvelle Gauche » a introduit un hymne complètement nouveau. Contre l'éthique universelle la plus fondamen-

tales de la gauche, la Nouvelle Gauche nous a appris à penser et à parler « en tant que » : « en tant que femmes », « en tant que gay », « en tant que trans », « en tant que juif », « en tant que latino », « en tant que noir ». Nous avons pratiquement appris à nous battre les uns contre les autres au lieu de nous unir en un seul peuple (une seule classe). Au lieu d'éliminer les différences, nous avons construit de nouveaux murs de ghetto en soulignant et en célébrant chaque ligne de démarcation possible (blanc/noir, homme/femme, hétérosexuel/LGBTQ, etc.). Au lieu d'identifier Wall Street, la propagande des MSM et les géants de la technologie comme notre ennemi mondial féroce, ceux-ci sont en fait devenus les catalyseurs et les fournisseurs d'argent dans une guerre que nous, le peuple, avons stupidement déclarée contre nous-mêmes.» (3). L'intelligentsia sioniste aux États-Unis et la gouvernance sioniste de

la base militaire américaine en Israël n'ont jamais été dupes des « cadeaux de grecs » de l'administration Trump (Jérusalem capitale, l'ambassade, le Golan) qui sentaient la fin de règne et la descente des couleurs. C'est la raison pour laquelle les politiciens racistes sionistes aux États-Unis, en Israël et en Occident (Canada, France, Europe) ont préféré envoyer l'ascenseur à Sleepy Joe, plus malléable, et béni-oui-oui pour qu'il poursuive la politique des généreuses subventions destinées à sa succursale israélienne. Mélant son vote aux autres factions du grand capital américain désespéré, la faction des sionistes s'est achetée du temps en plaçant le clan de Sleepy Joe au Capitole. Il en est bien ainsi pour nous prolétaires, nous obtenons un répit avant le «Great Reset» c'est-à-dire avant le krach boursier et la Grande dépression mondiale.

Par Robert Bibeau

REPUBLICAINE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE TISSERANT
 DAIRA DE BEMMIST
 COMMUNE DE LAYOUNE
 N° d'identification: 0495738109000233

Avis d'appel d'offres ouvert N° 04/2020

Le chargé de la gestion des affaires administratives et communales de LAYOUNE lance un avis d'appel d'offres ouvert pour l'opération suivante:
Approvisionnement des écoles primaires de la commune de Layoune en denrées alimentaires, légumes et fruits, viandes blanches et le pain pour l'année 2021

Les intéressés par le présent avis d'appel d'offres ouvert font fabriquer et les distributeurs agréés en fournitures en gros ou un détail des fournitures objet du présent avis d'appel d'offres et démontant une autorisation pour vendre le pain et un camion frigorifique), peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de la commune de LAYOUNE contre le paiement de la somme de 2.000,00 DA représentant les frais de reproduction.

Les offres doivent être présentées sous une enveloppe extérieure scellée ne comportant aucune inscription antérieure autre que l'objet de l'appel d'offres, l'adresse suivante: (A Monsieur Le Chargé de la gestion des affaires administratives et communales de Layoune) et la mention « à l'usage que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres-Avis d'appel d'offres ouvert n°04/2020». Cette enveloppe extérieure contiendra trois autres enveloppes (l'une comportera «l'offre technique», la deuxième comportera «l'offre financière et la troisième comportera «l'offre de candidature»).

Les offres doivent parvenir accompagnées des documents exigés par la réglementation et définis dans le cahier des charges en cours de validité.

02- dossier de candidature: L'enveloppe du dossier de candidature contiendra les pièces suivantes:
 - La déclaration de candidature renseignée, datée et visée par le soumissionnaire;
 - la déclaration de candidature, comporte les pièces suivantes:
 * Copie au régime de commerce;
 * Copies des attestations de mise à jour (CAS-NGS) et (CNAS) en cours de validité;
 * Copie du permis de vente en gros ou en détail en cours de validité (à dater de validité 03 mois);
 * Copie du contrat de location pour les sous-locataires en cours de validité;
 * Copie de la carte d'identification;
 * Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises ayant la personnalité morale en cours de validité
 - La déclaration de propriété renseignée, datée et visée par le soumissionnaire;
 - Copie du Statut de l'entreprise;
 - La délégation de signature pour les entreprises ayant la personnalité morale;
 - Liste des gérants et les principaux cadres de l'entreprise (pièces justificatives)
 - Une copie du registre de commerce;
 - Liste des matériels utilisés pour l'accomplissement de l'opération (des copies grises avec certificats d'assurances aux noms du soumissionnaire en cours de validité au jour de l'ouverture);
 - Bilan fiscal (03) trois dernières années visés par les services impôts et établis par un expert comptable agréé;
 - Référence professionnelle du soumissionnaire (attestation de bonne exécution enregistrée et signée délivrée par le maître de l'ouvrage).

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de la liste d'attribution prévue du marché.

02- Offres techniques: L'enveloppe de l'offre technique contiendra les pièces suivantes:
 - Une déclaration à soumettre renseignée, datée et visée par le soumissionnaire;
 - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »;
 - Mémoire technique justificatif renseigné, visé et signé par le soumissionnaire.

03 - Offres Financières: L'enveloppe de l'offre financière contiendra:
 1. La lettre de soumission renseignée, datée et visée par le soumissionnaire;
 2. Le bordereau des prix unitaires renseigné daté et visé par le soumissionnaire;
 3. Le détail quantitatif et estimatif renseigné, daté et visé par le soumissionnaire.
 Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-dessus. La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales dans la presse et le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP).
 Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres et ne dépassent pas l'heure 12h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les offres reçues après la date et l'heure de dépôt limitée ci-dessus seront rejetées et l'absence de la prise ne prend pas en considération.
 La séance d'ouverture des plis se tiendra le dernier jour du dépôt des offres à 14 h00 et les soumissionnaires sont invités pour assister à l'ouverture des plis au siège de L'APC de LAYOUNE.
 Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

2020 22
 FAIT A LAYOUNE, le 22 novembre 2020
 Le Chargé de la gestion des affaires administratives et communales

LA NATION 29/11/2020 ANEP 2016019105